

Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP)

Trente-troisième session
Genève, 9 – 13 décembre 2024

EXAMEN EXTERIEUR INDEPENDANT SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'OMPI DANS LE DOMAINE DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT

Document établi par Mme Melissa Andrade Costa, M. Maximiliano Santa Cruz et M. Tom Peter Migun Ogada

1. À sa trentième session, le Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) a adopté le mandat relatif à la réalisation d'un examen extérieur indépendant sur l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement (document CDIP/30/3) et a prié le Secrétariat d'entamer sa mise en œuvre (paragraphe 7.2 du résumé présenté par le président).
2. L'annexe du présent document contient l'examen extérieur indépendant susmentionné sur l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement, lequel a été réalisé par Mme Andrade Costa, évaluatrice principale, du Brésil, M. Maximiliano Santa Cruz, expert en propriété intellectuelle et en développement, du Chili, et M. Tom Peter Migun Ogada, expert en propriété intellectuelle et en développement, du Kenya.
3. *Le comité est invité à examiner les informations contenues dans l'annexe du présent document.*

[L'annexe suit]

EXAMEN EXTERIEUR INDEPENDANT SUR L'ASSISTANCE
TECHNIQUE FOURNIE PAR L'OMPI DANS LE DOMAINE DE LA
COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT

2017-2022

Rapport d'examen

Mme Melissa Andrade Costa (évaluatrice principale)

M. Maximiliano Santa Cruz (expert en propriété intellectuelle et en développement)

M. Tom Peter Migun Ogada (expert en propriété intellectuelle et en développement)

SIGLES

Sigles	
CATI	Centres d'appui à la technologie et à l'innovation
CDIP	Comité du développement et de la propriété intellectuelle
IFPI	Institutions de formation à la propriété intellectuelle
ODD	Objectifs de développement durable
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
GNUE	Groupe des Nations Unies pour l'évaluation

Table des matières

Remerciements	5
Résumé	6
1. INTRODUCTION	13
1.1. Contexte	13
1.2. Objet	14
1.3. Phase de démarrage	14
1.4. Champ d'application et durée	15
1.5. Destinataires de l'examen	15
2. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION	15
2.1. Vue d'ensemble	15
2.2. Dotation en ressources de l'assistance technique	16
3. CONCEPTION DE L'EXAMEN	17
3.1. Approche et méthodes	17
3.2. Collecte des données	17
3.3. Échantillonnage	17
3.4. Analyse des données	18
3.5. Déontologie de l'examen	18
3.6. Limites de l'examen	18
4. RÉSULTATS	20
4.1. Pertinence	20
4.2. Efficacité	26
4.3. Efficience et cohérence	41
4.4. Durabilité	47
4.5. Incidence	51
5. ENSEIGNEMENTS À RETENIR	55
6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	58
 LISTE DES ENCADRES, TABLEAUX ET FIGURES	
ENCADRÉ 1. DOMAINES DE TRAVAIL SUR LES ODD.....	41
TABLEAU 1. DEPENSES DE DEVELOPPEMENT AU SEIN DE L'OMPI DE 2016 A 2023 (EN MILLIERS DE FRANCS SUISSES).....	16
TABLEAU 2. DEPENSES A PARTIR DES FONDS FIDUCIAIRES DE 2017 A 2022.....	14
TABLEAU 3. DIRECTIVES DU GNUE POUR LA CONDUITE DEONTOLOGIQUE DES EVALUATIONS.....	16
TABLEAU 4. ÉVOLUTION DES POLITIQUES NATIONALES DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ENTRE 2017 ET 2022.....	31
TABLEAU 5. INDICATEURS DE PERFORMANCE DE WIPO LEX SUR L'ANNEE 2022.....	33
TABLEAU 6. ORIGINE DES RECETTES AYANT PERMIS DE FINANCER LE BUDGET (EN MILLIONS DE CHF).....	42
FIGURE 1. MÉTHODES DE COLLECTE DES DONNÉES.....	15
FIGURE 2. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PARTICIPANTS AUX PROGRAMMES SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES AU COURS DE LA PERIODE 2017-2022.....	28
FIGURE 3. SUITE LOGICIELLE IPAS DE L'OMPI – UTILISATION PAR REGION.....	28
FIGURE 4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES AVIS LEGISLATIFS PAR DOMAINE, 2022.....	35

Remerciements

L'équipe chargée de l'examen tient à exprimer toute sa reconnaissance au personnel de l'OMPI pour le soutien qu'il lui a apporté. Elle remercie également tous les États membres, les partenaires de l'OMPI au sein des organismes des Nations Unies, des groupes régionaux et des organisations de la société civile, et les consultants qui ont bien voulu participer aux entretiens, répondre à l'enquête et apporter leur précieuse contribution à ce processus d'examen.

Melissa Andrade Costa, Maximiliano Santa Cruz et Tom Peter Migun Ogada

Équipe chargée de l'examen

Résumé

1. Le présent rapport expose les résultats de l'examen sur l'assistance technique fournie par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) dans le domaine de la coopération pour le développement pour la période 2017-2022. L'assistance technique désigne les activités de l'OMPI regroupées sous les grands thèmes suivants : a) politiques et stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle; b) infrastructure technique et administrative (solutions pour les offices de propriété intellectuelle, bases de données, etc.); c) renforcement des capacités; d) assistance législative; e) projets liés au Plan d'action pour le développement; et f) partenariats public-privé (plateformes multipartites). L'examen a été réalisé entre janvier et septembre 2024.

2. Cet examen avait pour objectif de proposer des moyens d'améliorer l'exécution des activités d'assistance technique de l'OMPI, notamment des façons de renforcer son cadre de gestion axée sur les résultats afin de faciliter le suivi et l'évaluation de l'incidence de ces activités sur le développement, compte tenu des objectifs de développement durable (ODD), du Plan stratégique à moyen terme de l'OMPI pour la période 2022-2026 et des 45 recommandations du Plan d'action pour le développement.

3. L'examen a évalué au niveau macroéconomique les activités d'assistance technique de l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement sur la base de leur pertinence, de leur cohérence, de leur efficacité, de leur efficience, de leur durabilité et de leur incidence. La méthode d'examen a respecté les indicateurs proposés pour chaque question, comme indiqué dans le mandat relatif à la réalisation de l'examen (document CDIP/30/3). Une méthode mixte a été utilisée, et la triangulation a été essentielle pour recouper les différentes sources et parvenir à un terrain d'entente fondé sur des données probantes. Il s'agissait d'un examen non expérimental; un modèle d'étude de cas et une métaévaluation ont été utilisés pour les projets du Plan d'action pour le développement. L'examen a été réalisé selon une démarche participative et les parties prenantes ont été consultées tout au long du processus. L'examen était : a) fondé sur la théorie; et b) axé sur l'utilisation.

Conclusions et recommandations

Pertinence

Conclusions

4. L'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement est très pertinente et s'inscrit en complément des plans nationaux de développement des États membres; elle répond aux besoins et aux demandes des parties prenantes et sa mise en œuvre intègre de plus en plus les questions d'égalité des sexes. Toutefois, les possibilités d'amélioration suivantes ont été recensées :

- a) Certains États membres ont demandé que les rapports sur l'assistance technique et les ressources allouées soient plus approfondis de manière à fournir aux États membres des informations plus détaillées et plus conviviales.
- b) L'OMPI s'efforce de fournir des analyses et des publications sur les utilisations possibles de la propriété intellectuelle au service du développement, à la demande des États membres. Toutefois, il est difficile de déterminer dans quelle mesure ces publications ont été mises à profit par les États membres et d'autres parties prenantes pour contribuer à l'élaboration de politiques. Il convient d'améliorer leur diffusion.

- c) À l'heure actuelle, peu de projets sur le terrain visant à promouvoir l'utilisation de la propriété intellectuelle pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) sont menés par l'OMPI et les États membres.
- d) Actuellement, on dénombre peu d'initiatives d'assistance technique visant à promouvoir la collaboration Sud-Sud. Les États membres souhaiteraient voir ce nombre augmenter.
- e) En tant que coordonnateurs de l'assistance technique, les offices nationaux de propriété intellectuelle doivent veiller à ce que, s'il y a lieu, davantage de parties prenantes au niveau national participent à la mise en œuvre des activités d'assistance technique.

Recommandations

- a) Pour améliorer les rapports sur les résultats de l'assistance technique, il est recommandé à l'OMPI d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de communication pour le Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) et le Plan d'action pour le développement, y compris une stratégie sur les réseaux sociaux.
- b) Pour améliorer la diffusion de ses analyses et publications relatives aux activités d'assistance technique, il est recommandé à l'OMPI d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de communication et de diffusion pour ces supports de connaissances.
- c) Pour que la propriété intellectuelle soit davantage mise au service de la réalisation des ODD sur le terrain, il est recommandé à l'OMPI de favoriser la mise en œuvre de solutions de développement décrites dans le cadre de plusieurs dispositifs qui établissent un lien entre les droits de propriété intellectuelle et les problèmes de développement (par exemple WIPO Green).
- d) Pour renforcer la collaboration Sud-Sud, il est recommandé à l'OMPI d'encourager les initiatives de propriété intellectuelle qui favorisent l'apprentissage entre pairs, le partage d'expériences et les projets communs entre États membres dans les pays en développement.
- e) Pour accroître la participation des parties prenantes nationales à la mise en œuvre de l'assistance technique, il est recommandé d'élaborer des projets d'assistance technique faisant clairement appel à des parties prenantes locales de différents secteurs, s'il y a lieu.

Efficacité

Conclusions générales

5. De l'avis des États membres, l'OMPI a été très efficace dans la prestation d'activités d'assistance technique dans le domaine de la coopération pour le développement, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités, l'infrastructure technique et administrative par le biais du système d'automatisation des offices de propriété intellectuelle (système IPAS), les Centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) et les stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle. Toutefois, certains domaines doivent retenir l'attention de l'OMPI et des États membres :

- a) Il convient de renforcer l'appropriation des activités de renforcement des capacités par les États membres; de promouvoir la collaboration par le biais de projets communs et de l'apprentissage entre pairs; de renforcer le suivi et l'évaluation de projets communs à l'OMPI et à des États membres; de réunir des informations et

de mieux faire connaître les exemples de réussite dans l'application des compétences acquises; d'intégrer des solutions plus innovantes, comme les modules de formation multimédias pour améliorer la prestation de services à distance.

- b) Il convient de trouver des ressources supplémentaires pour répondre à la demande croissante des États membres vis-à-vis du système IPAS, de ses nouvelles fonctionnalités et des versions actualisées de la plateforme.
- c) Il convient de renforcer le dialogue organique au niveau national afin, le cas échéant, d'impliquer davantage de parties prenantes sur le terrain, au sein des États membres, dans la conception et la mise en œuvre des projets. Cela permettrait d'améliorer la pérennisation des résultats des projets du Plan d'action pour le développement.
- d) Il convient d'améliorer la mise en œuvre des politiques nationales de propriété intellectuelle par les États membres en relevant des défis tels que le taux élevé de rotation du personnel dans les États membres et les capacités limitées au sein des offices de propriété intellectuelle, les faibles ressources allouées à la propriété intellectuelle et un soutien insuffisant à haut niveau.
- e) En raison de la longueur du processus d'élaboration ou de révision des législations en matière de propriété intellectuelle, il est difficile d'évaluer l'efficacité de l'assistance législative. Par conséquent, les indicateurs de résultats sont uniquement basés sur le nombre de pays bénéficiant des services et sur le niveau de satisfaction à l'égard des services fournis.
- f) Si les plateformes mises en place par l'OMPI dans le cadre de partenariats public-privé sont très utiles pour montrer de quelle manière la propriété intellectuelle et l'innovation peuvent être mises à profit pour répondre à des enjeux sociétaux, il convient de faire davantage connaître les activités de ces plateformes pour inciter davantage d'utilisateurs à y recourir et obtenir un soutien plus important en faveur d'initiatives de mise en relation.

Recommandations

- a) Pour accroître l'efficacité de la prestation d'activités de renforcement des capacités en lien avec l'assistance technique, les recommandations suivantes sont proposées :
 - Il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de s'efforcer d'associer un plus grand nombre de parties prenantes nationales à la conception et à la mise en œuvre d'activités conjointes de renforcement des capacités, le cas échéant, afin de renforcer l'appropriation nationale.
 - Il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de promouvoir la collaboration entre pays au moyen de projets communs et de l'apprentissage entre pairs.
 - Il est recommandé de définir des modalités en vue de renforcer le suivi et l'évaluation des projets communs à l'OMPI et à des États membres.
 - Il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de réfléchir à des moyens de réunir davantage d'informations et de faire davantage connaître des exemples de réussite mettant en avant la mise en application concrète des compétences acquises.
 - Il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'envisager d'investir des ressources dans des solutions plus innovantes, par exemple des modules de formation multimédias, pour améliorer la prestation de services à distance.

- b) Pour répondre à la demande sans cesse croissante vis-à-vis du système IPAS en soi mais aussi de nouvelles fonctionnalités et de versions actualisées de la plateforme, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de réfléchir à des modalités permettant de mobiliser davantage de ressources pour investir dans cette infrastructure technique et administrative.
- c) Pour améliorer la pérennisation des résultats des projets du Plan d'action pour le développement, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de réfléchir, le cas échéant, à des modalités permettant de renforcer la participation d'institutions nationales des États membres à la conception et à la mise en œuvre des projets.
- d) Pour améliorer la mise en œuvre des politiques nationales de propriété intellectuelle par les États membres, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres, avant d'entamer l'élaboration de politiques de propriété intellectuelle, de s'assurer de l'adhésion des hauts fonctionnaires d'État compétents afin d'obtenir leur appui, lequel comprendrait la mobilisation de ressources humaines et de capacités pour mettre en œuvre la politique en question.
- e) Pour améliorer l'efficacité de l'assistance politique et législative, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'envisager de conclure des accords de collaboration à long terme, assortis de jalons, en matière d'assistance politique et législative.
- f) Pour inciter les utilisateurs, y compris le secteur privé, à faire appel aux plateformes de partenariats public-privé, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'élaborer et de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation visant à faire connaître ces plateformes et à appuyer plus avant la mise en œuvre de projets découlant d'initiatives de mise en relation.

Efficiences

Conclusions générales

6. L'OMPI fait preuve d'efficacité dans la fourniture d'une assistance technique conforme à un cadre de gestion axée sur les résultats. Des services de qualité sont offerts aux États membres. Toutefois, certains éléments doivent retenir l'attention de l'OMPI et des États membres :

- a) Sur la base des budgets approuvés, des ressources financières suffisantes ont été mises à disposition aux fins de la mise en œuvre des activités d'assistance technique prévues pour la période 2017-2022. Il convient cependant de remédier à la sous-utilisation des ressources en lien avec les projets de fonds fiduciaires, le cas échéant.
- b) La gestion axée sur les résultats reste pour le CDIP un excellent outil de formulation de projets. Elle accompagne également le processus d'évaluation des besoins, la négociation de protocoles d'accord avec les États membres et la signature d'accords sur le niveau de services. Il convient cependant de faire preuve de souplesse dans la mise en œuvre des documents de projet en fonction des besoins des pays bénéficiaires sélectionnés.
- c) Bien que l'OMPI dispose de capacités techniques suffisantes pour fournir l'assistance technique, il convient de continuer à assurer le suivi des compétences et du savoir-faire de l'Organisation consacrés à l'assistance technique afin de répondre à l'augmentation constante de la demande en services. Le personnel de l'OMPI devra apporter des compétences complémentaires dans les domaines de la gestion de projets et des liens entre la propriété intellectuelle et le développement.

- d) La coordination de la fourniture de l'assistance technique s'est considérablement améliorée au cours de la période 2017-2022 et par la suite, ce dont se félicitent grandement aussi bien le personnel de l'OMPI que les États membres. Dans le prolongement de ces efforts, plusieurs éléments pourraient encore faire l'objet d'améliorations, dont la collaboration entre les différents traités, entre les divisions régionales, entre les projets du Plan d'action pour le développement, entre les divisions régionales et les bureaux extérieurs, entre différents domaines en termes de procédures opérationnelles, entre les initiatives des petites et moyennes entreprises (PME), ou encore entre les différents projets mis en œuvre dans un même pays.
- e) L'OMPI a accompli des progrès considérables dans la mise en place d'un cadre de gestion axée sur les résultats, ce qui a permis d'améliorer la planification stratégique et opérationnelle des activités de développement et de renforcer la capacité d'auto-évaluation. L'évaluation des activités extrabudgétaires est effectuée à la demande des parties concernées et en coopération avec elles. En outre, pour chaque projet, des plans de travail sont préparés conjointement avec les États membres bénéficiaires. Toutefois, certains éléments doivent retenir l'attention de l'OMPI et des États membres : il convient de renforcer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage au sein de l'OMPI et des États membres, d'encourager une communication plus régulière et la communication de rapports sur l'état d'avancement des projets par les États membres, et de faire mieux connaître les initiatives de l'OMPI dans les pays bénéficiaires.
- f) À l'OMPI, comme dans la plupart des organisations, la pandémie de COVID-19 a accéléré l'utilisation de technologies numériques pour la fourniture de l'assistance technique. Au cours de la période d'examen allant de 2017 à 2022, l'Organisation a adopté trois modes de prestation de l'assistance technique, à savoir sous forme hybride, virtuelle ou physique. Le passage au format virtuel a permis de réaliser des économies. Il s'agit donc d'une méthode plus intelligente et plus rentable. Néanmoins, les différences de fuseaux horaires, le faible niveau de préparation à l'adoption de technologies de l'information et le fait que de nombreux États membres n'aient que rarement accès à une connexion Internet de qualité restent des freins à l'utilisation de moyens virtuels pour dispenser l'assistance technique.

Recommandations

- a) Pour améliorer l'utilisation des ressources disponibles, il est recommandé à l'OMPI d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie permettant d'exécuter efficacement les projets des fonds fiduciaires. Il est également recommandé à l'OMPI et aux États membres d'étudier différentes modalités de cofinancement et de contribution conjointe pour soutenir la prestation de l'assistance technique.
- b) Pour aider le personnel à acquérir les compétences nécessaires pour dispenser une assistance technique efficace dans un monde en mutation rapide, il est recommandé à l'OMPI d'assurer le suivi des compétences et du savoir-faire de l'Organisation consacrés à l'assistance technique afin de répondre à l'augmentation constante de la demande en services. Il est également recommandé à l'OMPI de continuer à faire appel à des consultants au niveau local et de développer cette pratique afin d'améliorer l'efficacité de la fourniture de l'assistance technique.
- c) Pour renforcer les capacités du personnel en matière de gestion de projets et de relations entre la propriété intellectuelle et le développement, il est recommandé à l'OMPI d'élaborer un cours sur la propriété intellectuelle et le développement à l'intention de son personnel et des États membres, avec la participation d'autres institutions des Nations Unies.

- d) Pour renforcer la coordination en faisant fond sur les progrès déjà accomplis, il est recommandé à l'OMPI d'envisager d'élaborer et de mettre en œuvre un plan visant à améliorer la collaboration entre les différents traités, entre les divisions régionales, entre les projets du Plan d'action pour le développement, entre les divisions régionales et les bureaux extérieurs, entre différents domaines en termes de procédures opérationnelles (méthodes de prestation de l'assistance technique), entre les initiatives des PME ou encore entre les différents projets mis en œuvre dans un même pays.
- e) Pour accroître et renforcer les activités en matière de suivi et d'évaluation de l'assistance technique et d'échange de bonnes pratiques, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'étudier et de mettre en œuvre différentes modalités permettant d'accroître le nombre d'employés de l'OMPI chargés du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage, d'encourager une communication plus régulière et la présentation de rapports sur l'état d'avancement des projets, et de faire mieux connaître les initiatives de l'OMPI dans les pays bénéficiaires. Il est également recommandé à l'OMPI et aux États membres de réfléchir à la possibilité de lancer une publication sur les bonnes pratiques dans différents domaines de l'assistance technique et de promouvoir l'organisation d'ateliers de suivi pour diffuser les données d'expérience et favoriser le dialogue (utiliser une méthode reposant sur des études de cas accompagnées d'enseignements tirés de l'expérience).
- f) Pour intégrer les différents modes de prestation de l'assistance technique, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'élaborer un outil de pré-évaluation pour la conception de l'assistance technique, en tenant compte de l'équipement à prévoir pour les réunions virtuelles, du niveau de préparation à l'adoption de technologies de l'information et des possibilités d'accès à une connexion Internet de qualité.

Durabilité

Conclusions générales

7. L'OMPI a réussi à créer des capacités à long terme dans les États membres, à consolider les offices de propriété intellectuelle au moyen d'infrastructures, d'un renforcement des capacités et de conseils en matière de politique générale, et grâce à l'élaboration de politiques nationales de propriété intellectuelle. Ces activités d'assistance technique ont été maintenues dans les États membres une fois la prestation de cette assistance technique achevée. Toutefois, pour que le soutien de l'OMPI aux États membres soit le plus profitable possible à long terme, plusieurs éléments doivent encore faire l'objet d'améliorations :

- a) Le niveau de mise en œuvre de certaines politiques et stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle par les États membres est faible en raison de ressources insuffisantes, d'une absence de mobilisation des ministères en charge d'autres secteurs et d'un taux élevé de rotation du personnel au sein des États membres.
- b) Actuellement, les activités d'assistance technique sont essentiellement financées par l'OMPI. Des modalités de cofinancement de l'assistance technique pourraient améliorer la pérennisation des résultats des initiatives après leur achèvement.
- c) Si plusieurs projets relevant du cadre du Plan d'action pour le développement ont été intégrés dans les programmes et le budget de l'OMPI, il convient d'encourager les États membres à étudier des moyens d'intégrer certaines des activités d'assistance technique couronnées de succès dans leurs activités courantes.

- d) Si l'OMPI encourage actuellement la rédaction conjointe des projets d'assistance technique avec les États membres afin d'en garantir l'appropriation, il convient d'élargir la démarche pour inclure la dimension de durabilité.

Recommandations

8. Pour accroître la durabilité des activités d'assistance technique offertes par l'OMPI aux États membres, il est recommandé, lors de l'élaboration conjointe de projets par l'OMPI et les États membres, que la dimension de durabilité du projet soit considérée comme une question clé et fasse partie de l'accord de projet, lequel comprendrait les éléments suivants :

- a) Un engagement de la part des États membres concernés à allouer des ressources financières et humaines au projet dans le cadre d'une contribution conjointe.
- b) Un engagement de la part des États membres à intégrer certaines des activités d'assistance technique couronnées de succès dans leurs programmes et budgets annuels.

Incidence

Conclusions générales

9. L'OMPI a été très efficace dans la mise en place d'un train de mesures pour lutter contre la COVID-19 qui a bénéficié à 40 États membres et a constitué un bon exemple de coordination entre différents secteurs de l'OMPI. L'Organisation a été en mesure d'accroître sa portée et son incidence grâce à des partenariats adaptés avec des institutions des Nations Unies, des organisations de la société civile (OSC) et des organisations régionales, ce qui a permis d'apporter une valeur ajoutée dans différents domaines et d'établir un lien entre la propriété intellectuelle et le développement. Le défi consiste à rendre les informations disponibles plus facilement accessibles. Il n'est pas toujours facile de saisir le fonctionnement du site Web de l'OMPI et de trouver les informations recherchées. En outre, il convient d'affiner la prestation d'activités de formation conjointes.

Recommandations

- a) Il est recommandé à l'OMPI d'examiner le système de partage des informations à l'usage du public entre les différents services de l'OMPI. L'Organisation pourrait établir un menu d'options concernant l'assistance technique à l'intention des États et organiser des séances d'information/d'accueil à l'intention des diplomates.
- b) Pour favoriser le renforcement des capacités en matière de formation des formateurs dans différents domaines de l'OMPI, il est recommandé de mettre au point un cours destiné aux formateurs qui porterait notamment sur la prise de parole en public et les nouvelles méthodes d'enseignement. Il est également recommandé à l'OMPI de sélectionner les formateurs chargés des cours en fonction de leurs compétences techniques et de leur sens de la communication.
- c) Pour entretenir et renforcer les partenariats, il est recommandé à l'OMPI d'intensifier sa coopération sur les questions de propriété intellectuelle avec les institutions des Nations Unies compétentes, en fonction de l'orientation des États membres.

1. INTRODUCTION

10. Le présent rapport se penche sur les résultats de l'examen de l'assistance technique fournie par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) dans le domaine de la coopération pour le développement pour la période 2017-2022. Dans cette première section, le contexte, l'objet et les destinataires de l'examen sont présentés. Vient ensuite, dans les sections deux et trois, une description des interventions et de la conception de l'examen, ainsi que de l'approche et des méthodes utilisées pour le réaliser. Les résultats sont présentés dans la quatrième section selon six grands thèmes d'analyse (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, durabilité et incidence). Ces résultats sont suivis, aux sections cinq à sept, des enseignements à retenir et de conclusions et recommandations. L'équipe chargée de l'examen espère que ce travail contribuera à améliorer la prestation de l'assistance technique par l'OMPI en vue de mettre la propriété intellectuelle davantage encore au service du développement des États membres.

1.1. Contexte

11. Le présent document est le rapport d'un examen extérieur indépendant sur l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement sur la période 2017-2022. Il a été réalisé en application d'une décision prise par le Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) à sa trentième session et conformément au mandat figurant dans le document CDIP/30/3. Il fait suite à l'examen mené à bien en 2011 qui portait sur la période 2008-2010.

12. Depuis l'examen de 2011, plusieurs faits nouveaux sont apparus qui ont rendu nécessaire la réalisation de ce nouvel examen extérieur indépendant de l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement, dont :

- a) la modification des cadres de collaboration interinstitutionnelle au sein du système des Nations Unies et des organisations internationales concernées;
- b) l'adoption et la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) en 2015 et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable;
- c) le paysage de plus en plus complexe et diversifié des écosystèmes d'innovation;
- d) l'impact de la transformation numérique, qui révolutionne les économies et les sociétés, et l'utilisation accrue de nouvelles technologies numériques dans la conduite des activités d'assistance technique;
- e) la consolidation du rôle des parties prenantes des secteurs public et privé (organisations non gouvernementales (ONG), entreprises, universités et porteurs de projets) s'agissant des questions de propriété intellectuelle; et
- f) l'élargissement du champ d'activité de l'OMPI dans des domaines émergents tels que les technologies de pointe et l'intelligence artificielle.

13. L'assistance technique est la pierre angulaire des travaux de l'OMPI. Elle s'adresse à un large éventail de parties prenantes, notamment aux institutions gouvernementales, aux titulaires de droits de propriété intellectuelle, aux États membres, aux établissements universitaires et au secteur privé.

14. Aux fins du présent examen, l'assistance technique désigne les activités de l'OMPI regroupées sous les grands thèmes suivants, comme indiqué dans le mandat de l'examen :

- a) stratégies et politiques nationales en matière de propriété intellectuelle;
- b) infrastructure technique et administrative (solutions pour les offices de propriété intellectuelle, bases de

données, etc.); c) renforcement des capacités; d) assistance législative; e) projets liés au Plan d'action pour le développement; et f) partenariats public-privé (plateformes multipartites).

15. Bien que l'assistance technique soit assurée par la plupart des secteurs de l'OMPI (par exemple le secteur du droit d'auteur et des industries de la création, le secteur des marques et des dessins et modèles, le secteur des brevets et de la technologie, le secteur des enjeux et des partenariats mondiaux, le secteur de l'infrastructure et des plateformes ou le secteur des écosystèmes de propriété intellectuelle et d'innovation), le secteur du développement régional et national, par l'intermédiaire de ses cinq divisions régionales, joue un rôle essentiel dans la prestation de l'assistance technique et dans la coordination des travaux menés par les autres secteurs de l'Organisation.

16. Les travaux de l'OMPI en matière d'assistance technique s'inscrivent dans le cadre relatif au Plan d'action pour le développement approuvé lors de l'Assemblée générale de l'OMPI de 2007. Les 45 recommandations énoncées dans ce cadre portent sur la priorisation de l'assistance technique et l'augmentation des fonds destinés à la coopération pour le développement, la promotion de la culture de la propriété intellectuelle, l'appui aux PME, l'établissement de normes selon une approche inclusive, la préservation du domaine public, la facilitation du transfert de technologie, la réflexion sur les technologies de l'information et de la communication, la réalisation d'études d'impact, l'amélioration de la transparence de la gouvernance et la mise en correspondance de l'application des droits de propriété intellectuelle avec les objectifs de développement.

1.2. Objet

17. Cet examen a pour objet de trouver des moyens d'améliorer la prestation des activités d'assistance technique de l'OMPI, notamment des façons de renforcer son cadre de gestion axée sur les résultats afin de faciliter le suivi et l'évaluation de l'incidence de ces activités sur le développement, compte tenu des objectifs de développement durable, du Plan stratégique à moyen terme de l'OMPI pour 2022-2026 et des 45 recommandations du Plan d'action pour le développement.

18. Plus précisément, l'examen vise à évaluer, au niveau macroéconomique, les activités d'assistance technique de l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement en examinant leur pertinence, leur cohérence, leur efficacité, leur efficience, leur durabilité et leur incidence. Il vise également à déterminer si les mécanismes de coordination interne existants sont adaptés à ces types d'activités, sachant que cet examen sera réalisé alors que de profonds changements se produisent dans le mode de fonctionnement de l'Organisation et dans la manière dont elle dispense ses services, conformément aux nouvelles orientations stratégiques arrêtées par la haute direction.

1.3. Phase de démarrage

19. Au cours de la phase de démarrage, une analyse documentaire préliminaire et 12 entretiens ont été réalisés auprès de parties prenantes de différents services de l'OMPI et d'États membres participant au CDIP. Ces entretiens ont permis d'établir des orientations, de définir les questions à poser et de sélectionner les études de cas. Ces orientations comprenaient les éléments suivants : a) la nécessité de bien cerner la situation de départ, les mesures mises en place et leur incidence; b) la nécessité de faire participer à l'examen diverses parties prenantes : États membres, responsables des offices de propriété intellectuelle, consultants, milieu diplomatique, ONG et pays donateurs, y compris ceux qui contribuent aux fonds fiduciaires; et c) la nécessité de tenir compte du fait que de nombreuses avancées ont eu lieu depuis le dernier examen. Citons à titre d'exemple le renforcement de la coopération au sein de l'OMPI, l'obtention de résultats conjoints avec, notamment, d'autres institutions des Nations Unies et des partenaires de différents secteurs, une meilleure

appréhension du cadre de gestion axée sur les résultats et une vision plus claire des responsabilités des uns et des autres.

1.4. Champ d'application et durée

20. L'examen a porté sur les activités d'assistance technique de l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement mises en œuvre de 2017 à 2022. Il s'est penché sur l'assistance fournie par tous les secteurs concernés de l'OMPI, tous types d'activités confondus. Ont également été prises en considération les activités menées dans toutes les régions géographiques, ainsi que les outils et les méthodes élaborés et appliqués aux fins de la prestation de cette assistance, de même que le changement de stratégie opéré à cette fin du fait de la pandémie de COVID-19.

21. L'examen a été réalisé entre janvier et septembre 2024.

1.5. Destinataires de l'examen

22. Les destinataires de cet examen sont principalement : 1) les États membres (offices de propriété intellectuelle et ministères concernés); 2) le personnel de l'OMPI; et 3) les partenaires de l'OMPI chargés de la mise en œuvre. Il sera utile pour les États membres de prendre connaissance des résultats obtenus par l'OMPI en matière d'assistance technique et des possibilités d'amélioration. Le personnel de l'OMPI bénéficiera d'un retour d'information externe sur son travail, ce qui lui permettra de réfléchir à des moyens d'améliorer l'efficacité et l'efficacités des activités d'assistance technique; enfin, les partenaires de l'OMPI chargés de la mise en œuvre pourront mieux cerner la valeur ajoutée apportée par l'OMPI, les difficultés internes et l'orientation stratégique de l'Organisation, ce qui les aidera à mieux définir leur stratégie d'engagement auprès de l'OMPI dans le souci d'optimiser les effets de l'assistance technique. En outre, les résultats de l'examen seront mis à profit pour aider l'OMPI à revoir son programme d'assistance technique et ses travaux dans le cadre du CDIP.

2. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION

2.1. Vue d'ensemble

23. Le présent examen porte sur l'assistance technique de l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement, ce qui représente un champ d'application très vaste. Pour mieux délimiter le sujet d'étude, une théorie du changement a été élaborée au cours de la phase de démarrage et a servi de fondement conceptuel à l'examen. Lors de la collecte des données, elle a été revue sur la base de suggestions formulées par les parties prenantes et des mesures ont été prises pour aligner les grands volets de l'assistance technique, tels que décrits dans le mandat relatif à la réalisation de l'examen, sur le cadre de gestion axée sur les résultats actuellement en vigueur.

24. Selon l'équipe chargée de l'examen, les grands volets de l'assistance technique, tels que mentionnés dans le mandat relatif à la réalisation de l'examen, sont utiles pour parvenir à repérer et à recenser les activités d'assistance technique dans l'ensemble de l'Organisation. Pour autant, ils n'englobent pas l'ensemble des stratégies et interventions en matière d'assistance technique énoncées dans le cadre de gestion axée sur les résultats. Pour une description complète de l'intervention et de la théorie du changement, veuillez vous reporter au rapport initial de l'examen (document [CDIP/32/INC](#)).

25. Un recensement des parties prenantes a également été réalisé au cours de la phase de démarrage.

2.2. Dotation en ressources de l'assistance technique

26. L'OMPI qualifie une dépense de "dépense de développement" "lorsque le bénéficiaire est un pays en développement et que des dépenses équivalentes ne sont pas prévues pour les pays développés (conformément à la pratique passée, les pays en transition économique sont inclus)"¹. Selon les Rapports sur la performance de l'OMPI pour la période 2016-2023², un total de 529 864 francs suisses a été consacré au développement dans différents secteurs, ce qui représente une moyenne de 18,7% par rapport au total des dépenses de l'OMPI pour la période. Ces chiffres comprennent les ressources allouées aux projets du Plan d'action pour le développement (voir le tableau 1).

Tableau 1. Dépenses de développement au sein de l'OMPI de 2016 à 2023
(en milliers de francs suisses)

Dépenses	2016-2017	2018-2019	2020-2021	2022-2023
Total des dépenses	688 698	706 374	676 018	742 767
Total des dépenses de développement	141 893	127 004	114 991	145 976
Dépenses de développement par rapport au budget total	20,6%	17,9%	17%	19,6%

Source : Rapports sur la performance de l'OMPI en 2016-2017, 2018-2019, 2020-2021, 2022-2023.

27. Au sein de l'OMPI, les principales sources de recettes sont les taxes de service générées par le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et les traités de Madrid, de La Haye et de Lisbonne. Elles représentent plus de 95% du revenu total. Les 5% restants proviennent des contributions des États membres, y compris les fonds fiduciaires. Le tableau 2 montre que pour la période considérée, le montant total dépensé pour la coopération au développement au titre des fonds fiduciaires a été de 53 308 263,62 francs suisses.

Tableau 2. Dépenses à partir des fonds fiduciaires de 2017 à 2022

Année	Dépenses
2017	11 235 499,65
2018	11 594 207,69
2019	10 871 107,44
2020	5 835 210,19
2021	6 574 962,93
2022	7 197 275,72
Total	53 308 263,62

Source : Rapports sur la performance de l'OMPI de 2017 à 2022

¹ Rapport sur la performance de l'OMPI en 2016-2017.

² S'agissant des dépenses, la période 2016-2023 a été prise en compte car les données sur les dépenses de développement ne sont clairement communiquées que sur une base semestrielle.

3. CONCEPTION DE L'EXAMEN

3.1. Approche et méthodes

28. L'examen s'est articulé autour de 24 questions (voir le rapport initial de l'examen, disponible dans le document [CDIP/32/INC](#)). Il a porté sur la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'incidence de l'assistance technique, soit les critères d'évaluation classiques proposés par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

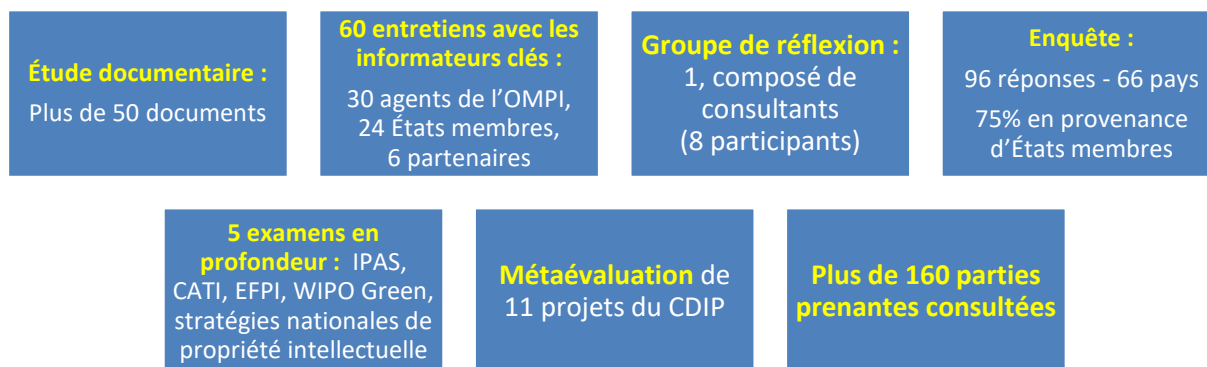
29. La méthode d'examen a respecté les indicateurs proposés pour chaque question. Une méthode mixte a été utilisée, et la triangulation a été essentielle pour recouper les différentes sources et parvenir à un terrain d'entente fondé sur des données probantes. La triangulation a été réalisée à partir de différentes sources d'information : documents officiels de l'OMPI, personnel de l'OMPI, États membres (de différentes institutions) et organisations partenaires (institutions des Nations Unies, organisations de la société civile, groupes régionaux, etc.).

30. L'examen a été réalisé selon une méthode non expérimentale et a fait appel à un modèle d'étude de cas et à une métaévaluation. Il s'est inscrit dans le cadre d'une démarche participative et les parties prenantes ont été consultées tout au long du processus. L'examen était : a) fondé sur la théorie; et b) axé sur l'utilisation. La théorie du changement avait pour but de décrire la chaîne de résultats de l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement et de structurer le raisonnement de manière à pouvoir le mettre à l'épreuve afin d'établir si les choix stratégiques et institutionnels produisaient les résultats escomptés. En ce qui concerne l'approche axée sur l'utilisation, l'équipe chargée de l'examen a mené un vaste processus de consultation pour s'assurer que les conclusions et les recommandations étaient adaptées à la situation et aux besoins de l'OMPI et des États membres.

3.2. Collecte des données

31. La figure ci-dessous présente une synthèse de toutes les méthodes de collecte de données utilisées.

Figure 1. Méthodes de collecte des données



3.3. Échantillonnage

32. Au cours de la phase de démarrage, l'équipe chargée de l'examen a dressé une liste des parties prenantes, en étudiant les principaux acteurs et leur rôle dans l'assistance technique fournie par l'OMPI, afin de déterminer qui devait participer à l'examen, ce qui correspond à une méthode d'échantillonnage raisonné. Outre cette liste de départ, au cours de la collecte des données, les acteurs ont été invités à désigner d'autres parties prenantes compétentes qu'il conviendrait de prendre en compte dans le cadre du processus (ce qui correspond à

l'échantillonnage en boule de neige); 85% des États membres consultés dans le cadre d'entretiens ou d'enquêtes représentaient des pays en développement.

3.4. Analyse des données

33. L'équipe chargée de l'examen a utilisé les méthodes d'analyse suivantes : 1) analyse du contenu pendant l'étude documentaire et le traitement des données qualitatives; et 2) statistiques descriptives. Elle a examiné les données qualitatives en s'appuyant sur les critères et les questions de l'examen et dégagé les grandes tendances et principales réponses. Elle a établi une feuille de calcul Excel indiquant les domaines d'analyse, accompagnés des principales conclusions des entretiens et des réponses systématiquement recoupées et analysées, et les citations rattachées à leurs auteurs. Des statistiques descriptives ont été utilisées pour traiter les données de l'enquête. Les questions ouvertes de l'enquête ont servi à illustrer les résultats à l'aide de plusieurs citations dans le rapport.

3.5. Déontologie de l'examen

34. L'examen s'est appuyé sur les principes déontologiques définis par le Groupe d'évaluation des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE), dont la définition est présentée ci-dessous (GNUE, 2020. *Directives pour la conduite déontologique des évaluations* : GNUE, New York).

Tableau 3. Directives du GNUE pour la conduite déontologique des évaluations

Principe déontologique	Définition du GNUE
Intégrité	Adhésion active aux valeurs morales et aux normes professionnelles, qui sont essentielles pour une pratique responsable de l'évaluation.
Responsabilité	Obligation de répondre de toutes les décisions prises et de toutes les actions entreprises, d'être responsable du respect de ses engagements, sans réserve ni exception, et de signaler par les voies appropriées les préjudices potentiels ou réels observés.
Respect	Implique de s'engager avec toutes les parties prenantes d'une évaluation d'une manière qui respecte leur dignité, leur bien-être et leurs capacités personnelles, tout en tenant compte de leur sexe, genre, race, langue, pays d'origine, appartenance à la communauté LGBTQ, âge, origine, religion, ethnicité et compétences, ainsi que de leur environnement culturel, économique et physique.
Bienveillance	Signifie que l'on s'efforce de faire du bien aux personnes et à la planète tout en minimisant les préjudices découlant de l'évaluation en tant qu'intervention.

Source : GNUE, 2020. *Directives pour la conduite déontologique des évaluations* : GNUE, New York

35. L'examen s'est également appuyé sur le document intitulé "Normes et règles d'évaluation" établi par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation. Tous les participants ont été informés du caractère confidentiel des informations et du respect de l'anonymat.

3.6. Limites de l'examen

36. L'examen présente les limites suivantes :

- a) Les résultats sont présentés au niveau macroéconomique. L'assistance technique fournie par l'OMPI comprend des centaines d'activités chaque année. Les rapports sur la performance sont source de données au niveau macroéconomique. Si les données, l'approche et les méthodes utilisées dans le cadre de l'examen permettent

de dégager de grandes tendances, de recenser les principales difficultés et de définir de nouvelles orientations possibles, elles n'apportent pas de données détaillées permettant d'améliorer certaines pratiques spécifiques.

- b) Parmi les parties prenantes consultées au sein des États membres figuraient essentiellement des offices de propriété intellectuelle, lesquels sont les principaux correspondants de l'OMPI. Les points de vue exprimés proviennent donc presque exclusivement de cette consultation.
- c) Les bureaux extérieurs de l'OMPI jouent un rôle dans l'assistance technique, et l'équipe chargée de l'examen s'est entretenue avec leur directeur. Néanmoins, aucun entretien n'a eu lieu avec les directeurs de chacun des bureaux extérieurs. Mener un examen parallèle auprès des bureaux extérieurs pourrait permettre de combler cette lacune.
- d) Si différents partenaires de l'OMPI ont été consultés dans le cadre de l'examen, ce n'a pas été le cas, à l'échelon inférieur, des jeunes, de l'industrie et des bénéficiaires finaux des politiques de propriété intellectuelle au niveau national car cette démarche n'était pas prévue dans le mandat relatif à la réalisation de l'examen.

37. Malgré ces limites, un nombre considérable de parties prenantes (plus de 160) ont été consultées dans le cadre de l'examen, lequel a permis à de multiples parties prenantes de manifester leur opinion. En réalité, les questions ouvertes de l'enquête ont été intégrées dans l'ensemble du rapport à titre d'observations pertinentes. L'équipe chargée de l'examen est confiante en la cohérence des résultats, qui ont fait l'objet d'une triangulation en s'appuyant sur des sources diverses.

4. RÉSULTATS

4.1. Pertinence

38. Eu égard au critère de pertinence, l'examen a cherché à établir dans quelle mesure l'assistance technique fournie par l'OMPI :

- a) avait contribué à la mise en œuvre des plans nationaux de développement des États membres;
- b) était parvenue à déterminer précisément les besoins et le public cible dans le cadre de ses interventions;
- c) avait répondu aux besoins des différents acteurs nationaux, notamment des décideurs politiques, des ministères de tutelle, des offices de propriété intellectuelle et des autres parties prenantes concernées;
- d) étaient conformes aux recommandations du groupe A du Plan d'action de l'OMPI pour le développement (assistance technique et renforcement des capacités);
- e) avait tenu compte des questions d'égalité des sexes conformément à la politique de l'OMPI en matière d'égalité des sexes de 2014;
- f) avait été conçue en vue d'assurer la cohérence des politiques pour le développement.

39. *L'assistance technique de l'OMPI est complémentaire des plans de développement nationaux des États membres.* L'assistance technique s'appuie très souvent sur des stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle, lesquelles tiennent compte des politiques nationales en matière de développement (Méthodologie pour l'élaboration de stratégies nationales de propriété intellectuelle, OMPI 2020, et entretiens). Les stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle prennent en considération les politiques nationales et une évaluation préliminaire est réalisée qui s'avère très utile pour déceler les liens entre les politiques et formuler d'éventuelles stratégies. Ces observations émanent de membres du personnel de l'OMPI et de tous les États membres interrogés qui ont bénéficié de l'aide de l'OMPI pour élaborer leur stratégie nationale de propriété intellectuelle; elles sont corroborées par les résultats du questionnaire proposé dans le cadre de l'examen, 72% des personnes interrogées ayant déclaré que l'assistance technique était "très fortement" ou "fortement" alignée sur les plans de développement nationaux (voir le graphique 1).

40. *L'OMPI s'efforce de fournir des analyses contextuelles/informations sectorielles sur les possibilités d'utilisation de la propriété intellectuelle au service du développement.* Depuis 2007, l'OMPI compte parmi ses publications phares l'Indice mondial de l'innovation, qui vise à favoriser le dialogue sur la propriété intellectuelle et le développement (Indice mondial de l'innovation 2023, OMPI 2024)³. L'Organisation fournit ainsi des données permettant aux États membres d'engager une réflexion sur leurs pratiques. Toutefois, peu d'éléments indiquent que les États membres mettent à profit ce large éventail de publications pour élaborer des politiques et entretenir le dialogue avec d'autres ministères sectoriels.

³ Citons entre autres exemples les publications suivantes : La propriété intellectuelle comme levier du développement du tourisme (2021), *Innovative Technologies Tackling Food Loss* (2020), Promouvoir l'accès aux technologies médicales et l'innovation – Intersections entre la santé publique, la propriété intellectuelle et le commerce (2020), ou encore le Symposium technique OMS-OMPI-OMC sur les objectifs de développement durable : des technologies novatrices pour promouvoir vie saine et bien-être (2018).

41. *Des rapports annuels sont établis sur les liens entre l'OMPI et les ODD, et la question est abordée dans le discours des parties prenantes consultées. Toutefois, nombre d'entre elles (en particulier au sein de l'OMPI) estiment que ces liens restent limités, à quelques exceptions près.* Les liens entre la propriété intellectuelle et les politiques de développement varient en fonction du positionnement des offices de propriété intellectuelle dans le pays. Une exception notable a été relevée dans un État membre d'Asie qui prend appui sur les ODD pour déceler les problèmes et trouver des solutions aussi bien à l'intérieur du pays que dans les pays partenaires du continent africain. Ils recensent les brevets en lien avec les ODD et proposent ces technologies à d'autres États membres, notamment en Afrique; les activités en ce sens se poursuivent mais aucune solution en matière de développement n'a encore été mise en œuvre.

Conclusion 1 : L'assistance technique de l'OMPI est complémentaire des plans nationaux de développement des États membres. Toutefois, le dialogue sur les ODD peut encore être amélioré.

42. *Chacun s'accorde à reconnaître que l'assistance technique fournie par l'OMPI est très pertinente et adaptée à la situation et aux besoins des pays en consultation avec les États membres.* Selon le Plan d'action pour le développement, l'assistance technique devait être motivée par la demande. Or, les États membres indiquent qu'elle est effectivement adaptée à leurs besoins et à leurs demandes. Ils s'adressent à l'OMPI et, en fonction de leurs demandes, un dialogue s'instaure entre les divisions régionales et les domaines techniques de l'OMPI afin de déterminer comment répondre au plus près à leurs besoins et à leurs demandes. Ce point a été mentionné à de nombreuses reprises au cours de la phase de

“L'assistance technique de l'OMPI est très importante pour les États membres car elle permet la consolidation du système de propriété intellectuelle et s'est progressivement améliorée pour répondre aux besoins des États membres.”

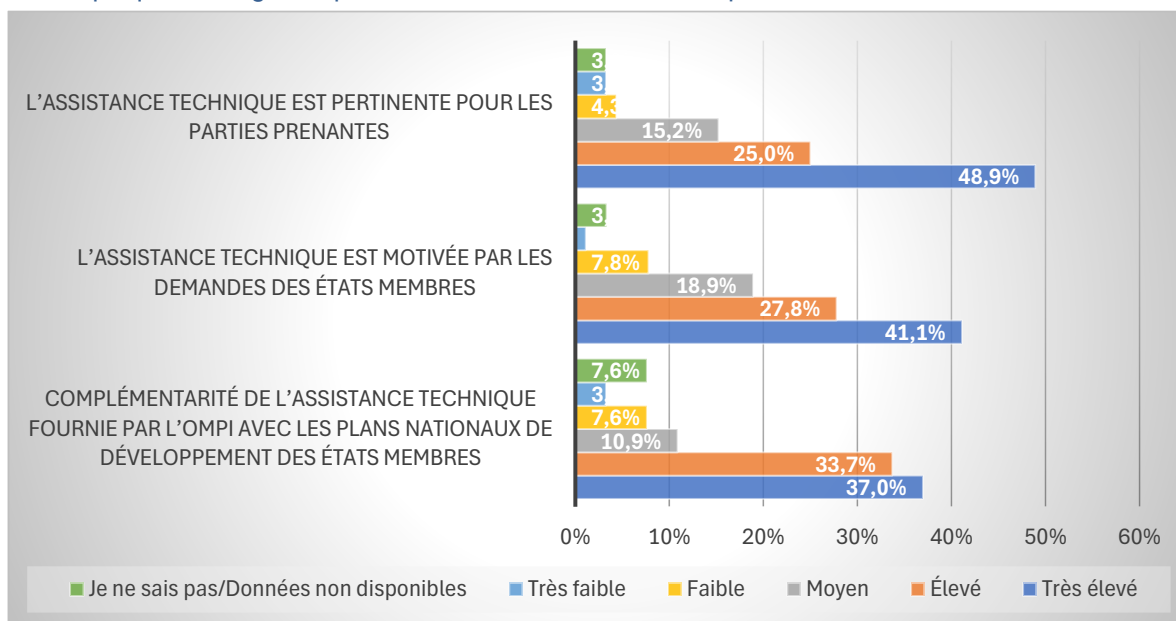
État membre, enquête d'évaluation

Conclusion 2 : L'assistance technique est très pertinente et répond en grande partie aux besoins et aux demandes des États membres.

de nombreuses reprises au cours de la phase de collecte des données. Le problème en la matière est que, parfois, les États membres formulent une demande d'assistance technique floue ou très ambitieuse, alors que le socle même de tout système de propriété intellectuelle opérationnel fait défaut. Dans ce cas, l'OMPI entame un dialogue avec les États

membres pour les aider à affiner leur demande et trouver les capacités disponibles pour absorber les demandes formulées. Le graphique 1 montre que 74,1% des États membres jugent le niveau de pertinence de l'assistance technique “très élevé” ou “élevé”, 68,9% jugent l'assistance technique “très fortement” ou “fortement” motivée par la demande des États membres, et 71,9% jugent le niveau de complémentarité de l'assistance technique de l'OMPI avec les plans nationaux de développement des États membres “très élevé” ou “élevé”.

Graphique 1. Degré de pertinence de l'assistance technique selon l'évaluation des États membres



Source : enquête d'évaluation

43. *Les offices de propriété intellectuelle sont les principaux partenaires pour ce qui est des interventions en matière d'assistance technique. Il est impossible de déterminer dans quelle mesure ces interventions touchent d'autres parties prenantes, bien que certains éléments permettent de penser que les ministères de l'Éducation, les universités, les groupes de femmes et les jeunes sont impliqués.* Le type d'institution chargée de

Conclusion 3 : En matière d'assistance technique, le dialogue se fait essentiellement avec les offices de propriété intellectuelle. Une ébauche de dialogue se dessine avec d'autres institutions.

“L'assistance technique fournie par l'OMPI est pertinente et répond aux besoins définis par les institutions nationales. Ce sont elles qui, le plus souvent, ne parviennent pas à bien cerner la situation des entreprises et des autres groupes d'intérêt; de fait, il n'est pas rare de constater que les liens entre les offices nationaux de propriété intellectuelle et les secteurs économiques sont très ténus.”

État membre, enquête d'évaluation

l'administration de la propriété intellectuelle et son importance varient d'un pays à l'autre. En règle générale, elle relève du Ministère de l'industrie, du Ministère de la science et de la technologie ou du Ministère de la justice, à un second niveau de gouvernement. On ne dispose pas de suffisamment de données pour évaluer dans quelle mesure les interventions en matière d'assistance technique répondent aux besoins des différents acteurs nationaux. Un pays d'Afrique a fait part de sa difficulté à faire participer les autres ministères à la mise en œuvre de la stratégie nationale de propriété intellectuelle, ce qui entre en résonance avec un problème bien connu du secteur de la propriété intellectuelle, à savoir sa faible visibilité

auprès d'autres ministères et parties prenantes au sein du pays. Pour autant, il ressort aussi de l'examen que plusieurs États membres (en Afrique et en Europe de l'Est) travaillent en collaboration avec les ministères de l'Éducation et de la Jeunesse, ce qui laisse entendre qu'en dépit de difficultés, des avancées sont réalisées.

44. *Une attention particulière est accordée à l'assistance technique en lien avec le renforcement des capacités, ce qui est conforme aux recommandations adoptées dans le cadre du Plan d'action de l'OMPI pour le développement concernant le Groupe A.* Lorsque les États membres ont été interrogés sur les principales interventions en matière d'assistance technique

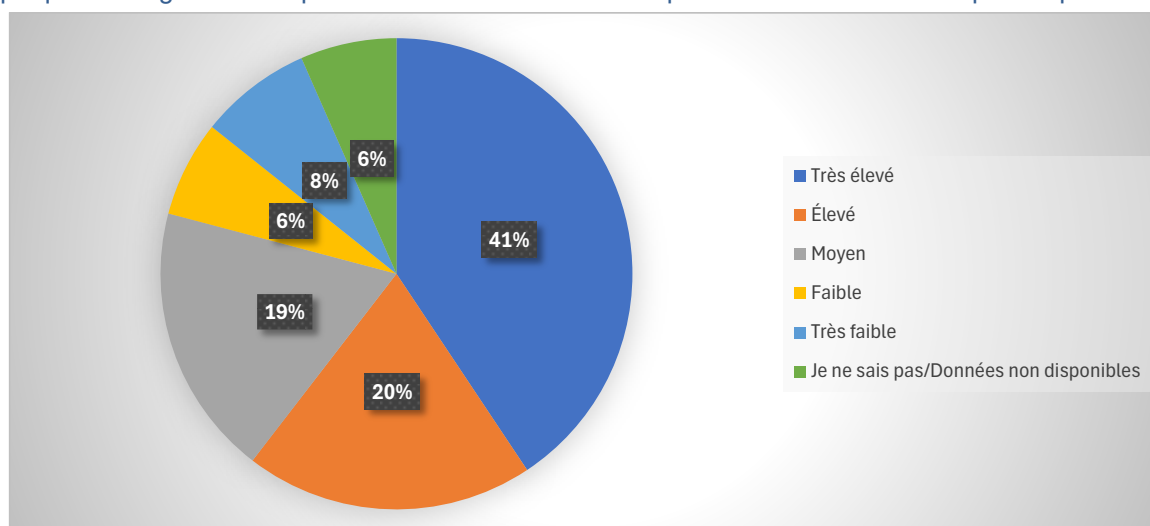
auxquelles ils avaient participé au cours de la période considérée, ils ont systématiquement mentionné les activités de renforcement des capacités de l'OMPI, l'Académie de l'OMPI, les stages de courte durée, les cours de niveau master, les formations en ligne, les cours de remise à niveau, etc. Il s'agit en effet d'une caractéristique majeure de l'assistance technique de l'OMPI très appréciée des parties prenantes.

45. *Certains États membres ont demandé des précisions sur l'assistance technique fournie (critères d'assistance aux États membres, plans de travail, affectation des ressources et résultats).*

Conclusion 4 : Certains États membres ont demandé des précisions sur l'assistance technique de l'OMPI.

Selon l'enquête d'évaluation, 61% des personnes interrogées ont jugé le degré de transparence de l'assistance technique "très élevé" ou "élevé". Bien que ce chiffre puisse paraître élevé, et qu'il le soit en termes absolus, il s'agit du pourcentage le plus faible en ce qui concerne le critère de pertinence, et il ressort des entretiens et des questions ouvertes de l'enquête que certains États membres connaissent mal les critères à respecter pour ce qui est de l'attribution de ressources aux États membres; ils ignorent quels résultats ont été obtenus, n'ont pas connaissance des plans de travail, etc. Il convient de préciser que l'OMPI s'est efforcée d'accroître la transparence de l'assistance technique au moyen de la [base de données de l'assistance technique dans le domaine de la propriété intellectuelle](#) et du [Catalogue des projets et des résultats du Plan d'action de l'OMPI pour le développement](#).

Graphique 2. Degré de transparence de l'assistance technique selon l'évaluation des parties prenantes



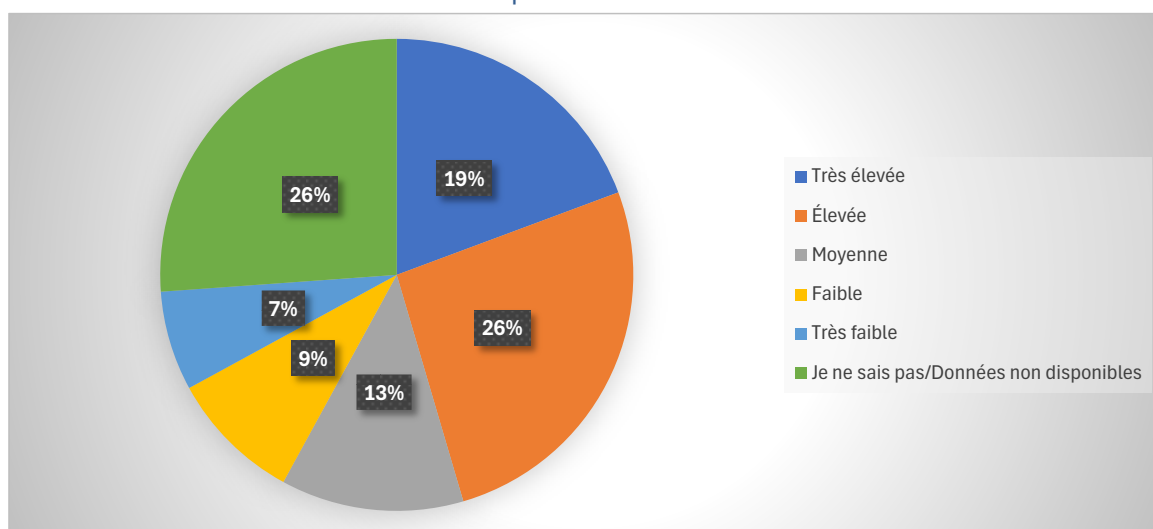
Source : Enquête d'évaluation

46. *L'assistance technique aux pays les moins avancés (PMA) fait l'objet d'efforts importants.* Au sein de l'OMPI, l'appui aux pays les moins avancés (PMA) est dispensé par l'intermédiaire des divisions régionales et de la division pour les PMA, dans le respect des dispositions du Programme d'action d'Istanbul. Ce soutien est intersectoriel et transfrontalier. L'assistance technique est renforcée par des projets thématiques phares qui aident à renforcer la capacité des pays à utiliser les technologies de l'information (comment extraire l'information) et à les mettre à profit pour relever des défis particuliers liés au développement (par exemple l'utilisation d'une base de données sur la récupération des eaux de pluie en Ouganda). La raison d'être de nombreuses interventions en faveur des PMA consiste à mettre les droits de propriété intellectuelle au service du développement, en faisant le lien entre innovation et besoins en matière de développement.

47. *La coopération Sud-Sud reste limitée, bien qu'un dialogue important ait lieu dans des régions comme les Caraïbes, l'Europe de l'Est et l'ASEAN.* Selon l'enquête d'évaluation (voir graphique 3), seuls 45% des personnes interrogées jugent le niveau de coopération Sud-Sud "très élevé" ou "élevé" au sein de l'OMPI. Les entretiens menés auprès des États membres viennent corroborer ce constat, ces derniers indiquant qu'ils souhaiteraient avoir l'occasion d'échanger davantage de données d'expérience avec leurs homologues et au sein de leurs régions, à la situation similaire. En réalité, cette volonté a été manifestée par de nombreux États membres consultés au cours du processus d'examen. Deux exceptions notables ont toutefois été relevées : la première dans la région de l'ASEAN, théâtre d'un dialogue important entre les pays, avec le soutien des fonds fiduciaires, et la seconde dans la région des Caraïbes, où l'accent est mis sur le renforcement des capacités.

Conclusion 5 : Si des initiatives pertinentes de coopération Sud-Sud sont effectivement mises en œuvre avec le soutien de l'OMPI, les États membres souhaiteraient voir s'intensifier les efforts en la matière.

Graphique 3. Évaluation de la coopération Sud-Sud dans le cadre de l'assistance technique fournie par l'OMPI



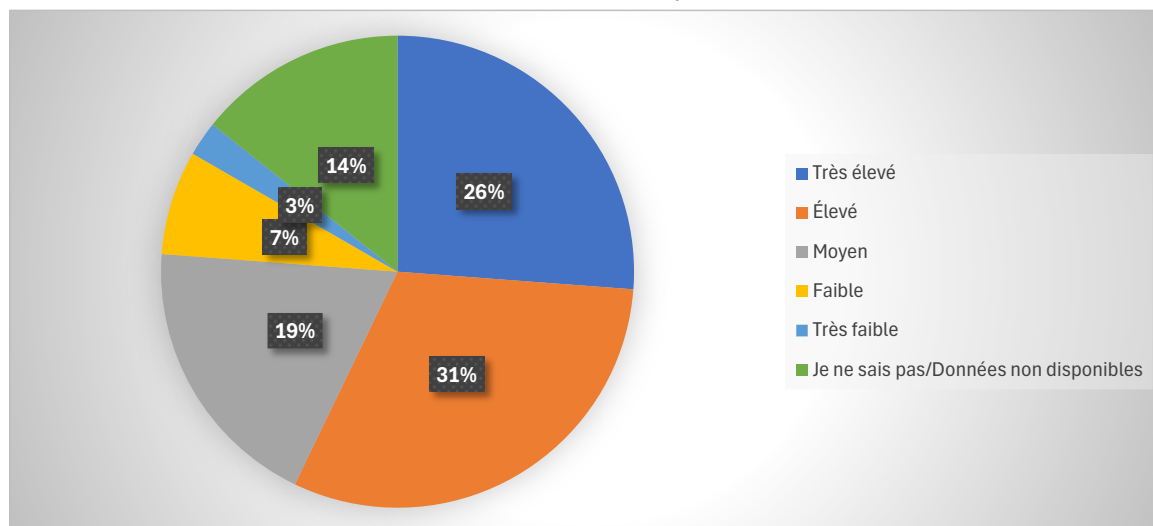
Source : enquête d'évaluation

48. *La question de l'égalité des sexes fait l'objet d'une attention accrue au sein de l'OMPI et dans différents domaines, dont les initiatives en matière d'assistance technique et les projets au niveau national, et les besoins spécifiques en matière d'inclusion des femmes dans le domaine de la propriété intellectuelle sont clairement pris en considération dans nombre de ces initiatives et projets.* En 2014, l'OMPI a élaboré une politique en matière de parité hommes-femmes, en accord avec d'autres organismes des Nations Unies. Cette politique illustre la prise en compte accrue de la dimension de genre au sein de l'OMPI, désormais considérée comme une question pertinente dans l'ensemble de l'Organisation, comme en témoigne le nombre de projets sur l'égalité des sexes mis en œuvre par différents secteurs de l'OMPI. Dans un cas, en Amérique latine et dans les Caraïbes, un État membre a adopté une politique sur l'égalité des sexes au sein même de son Office de la propriété intellectuelle en s'appuyant sur les travaux et lignes directrices de l'OMPI à l'échelle mondiale. Au sein de l'OMPI, un dictionnaire mondial des prénoms classés par sexe a été élaboré; de même la Division des savoirs traditionnels a lancé un programme de formation et de mentorat à l'intention des femmes chefs d'entreprise des peuples autochtones. Ce projet phare soutient les femmes des

Conclusion 6 : L'intégration de la question de l'égalité des sexes dans les activités d'assistance technique de l'OMPI progresse au fil du temps, ce qui pousse les États membres à ajuster leurs politiques.

peuples autochtones en renforçant leur capacité à utiliser les droits de propriété intellectuelle à l'appui de leurs activités entrepreneuriales. Selon l'enquête d'évaluation, 57% des personnes interrogées ont jugé "très élevé" ou "élevé" le niveau de prise en compte de la dimension de genre dans les interventions d'assistance technique (voir graphique 4).

Graphique 4. Niveau de prise en compte de la dimension de genre dans les interventions d'assistance technique



Source : enquête d'évaluation

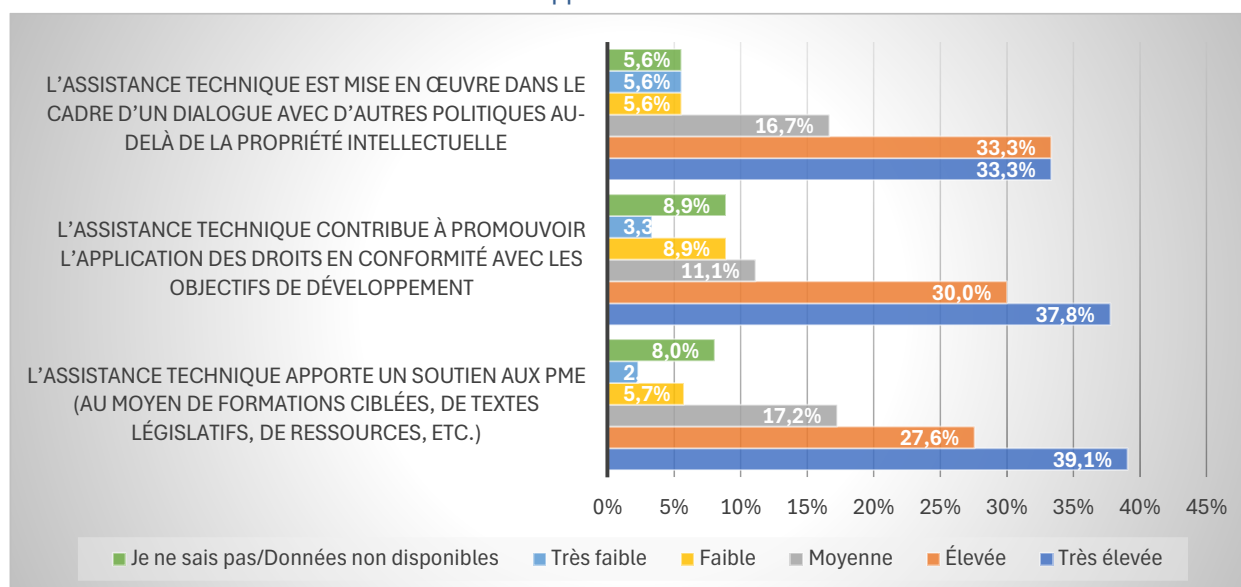
49. Si, en matière de propriété intellectuelle, les États membres bénéficient d'une assistance technique dispensée de manière cohérente et rigoureuse sur le plan technique, un long chemin reste à parcourir pour parvenir à intégrer la propriété intellectuelle dans le scénario plus large des États membres relatif à l'élaboration des politiques et faire en sorte qu'il soit davantage axé sur le développement. La propriété intellectuelle peut s'avérer un sujet particulièrement complexe et technique, et les membres du personnel de l'OMPI sont grandement félicités pour la qualité de leurs compétences et de leurs services. En réalité, du fait de leurs origines variées, les membres du personnel de l'OMPI sont au bénéfice d'un savoir-faire d'envergure mondiale et, au terme de longues années de collaboration avec l'Organisation, d'une expérience conséquente. L'assistance technique fournie tient compte de la nécessité de faire participer les femmes, de soutenir les PME (qui, en règle générale, représentent des secteurs plus vulnérables) et d'impliquer d'autres parties prenantes. Néanmoins, le chaînon manquant est à rechercher par-delà le simple cadre de l'assistance législative/du respect des différents protocoles, de l'installation de systèmes et de la formation et porte sur l'établissement de liens conceptuels et concrets avec le développement. Peu d'éléments témoignent d'un lien tangible entre l'assistance technique et des enjeux de développement plus larges au sein des États membres (au-delà de la formulation de politiques et de stratégies nationales de propriété intellectuelle). Bien que l'OMPI redouble d'efforts pour rendre la propriété intellectuelle plus accessible et l'associer à des projets locaux sur le terrain, il reste encore du chemin à parcourir pour relever les défis plus généraux auxquels se heurtent les États membres en matière de politique générale et de développement. Comme le montre le graphique 5, 66,7% des États membres jugent "très élevée" ou "élevée" la capacité de

"Sachant que l'assistance technique est motivée par la demande, c'est l'État membre qui définit ses besoins en fonction de ses objectifs prioritaires. Or, je pense qu'il serait utile de faire mieux connaître le Plan d'action pour le développement et de communiquer davantage à ce sujet afin d'encourager un plus grand nombre d'États membres à profiter de l'assistance technique offerte dans le cadre de programmes de ce type."

État membre, enquête d'évaluation

l'assistance technique à soutenir les PME, 67,8% jugent "très élevée" ou "élevée" la capacité de l'assistance technique à promouvoir l'application de la législation conformément aux objectifs de développement et 66% jugent "très élevée" ou "élevée" la capacité de l'assistance technique à être mise en œuvre dans le cadre d'un dialogue avec des politiques ne relevant pas uniquement de la propriété intellectuelle. Si ces pourcentages sont élevés, il ressort des données qualitatives que les liens entre la propriété intellectuelle et le développement restent encore à consolider.

Graphique 5. Évaluation de la relation entre l'assistance technique et d'autres politiques, les objectifs de développement et les PME



Source : enquête d'évaluation

4.2. Efficacité

50. Eu égard au critère d'efficacité, l'examen a porté sur les éléments suivants :

- Dans quelle mesure l'approche en matière d'assistance technique adoptée par l'OMPI a été efficace, compte tenu de ses six domaines de travail (politiques nationales en matière de propriété intellectuelle, infrastructure technique et administrative, renforcement des capacités, assistance politique et législative, projets liés au Plan d'action pour le développement et partenariats public-privé).
- Dans quelle mesure les interventions en matière d'assistance technique de l'OMPI ont contribué à améliorer et optimiser le transfert de connaissances, de compétences et de capacités aux États membres aux fins du renforcement de la capacité des institutions nationales à administrer, gérer et utiliser la propriété intellectuelle.
- Quels types d'assistance technique ont été fournis et dans quels domaines l'assistance technique a-t-elle été la plus efficace s'agissant du renforcement du système de propriété intellectuelle et des capacités dans les pays bénéficiaires.
- Dans quelle mesure les activités d'assistance technique ont contribué à l'obtention des résultats escomptés de l'OMPI conformément aux plans stratégiques à moyen terme de l'Organisation pour les périodes 2016-2021 et 2022-2026.
- Dans quelle mesure l'Organisation est parvenue à répondre aux demandes d'aide des États membres en ce qui concerne la réalisation des ODD.

51. Cette section rend compte des principaux résultats obtenus par l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement (voir la théorie du changement énoncée dans le rapport initial de l'examen disponible dans le document [CDIP/32/INC](#)). Sachant que des centaines d'activités d'assistance technique ont été menées au cours de la période considérée, ce rapport n'est pas exhaustif. Dans l'ensemble, l'enquête d'évaluation montre que les États membres sont très satisfaits des résultats de l'assistance technique fournie par l'OMPI. Plus précisément, 71,3% des personnes ayant répondu au questionnaire ont exprimé un degré de satisfaction "très élevé" ou "élevé" à l'égard des résultats des activités de renforcement des capacités, 66,3% à l'égard des résultats des activités concernant l'infrastructure technique et administrative, 66,7% à l'égard des résultats des activités relatives aux projets liés au Plan d'action pour le développement et 63,6% à l'égard des activités concernant l'élaboration de politiques nationales en matière de propriété intellectuelle. De même, 63,8% des personnes ayant participé à l'enquête ont exprimé un degré de satisfaction "très élevé" ou "élevé" à l'égard des résultats des activités relatives à l'assistance politique et législative et 54,2% à l'égard des activités concernant les partenariats public-privé.

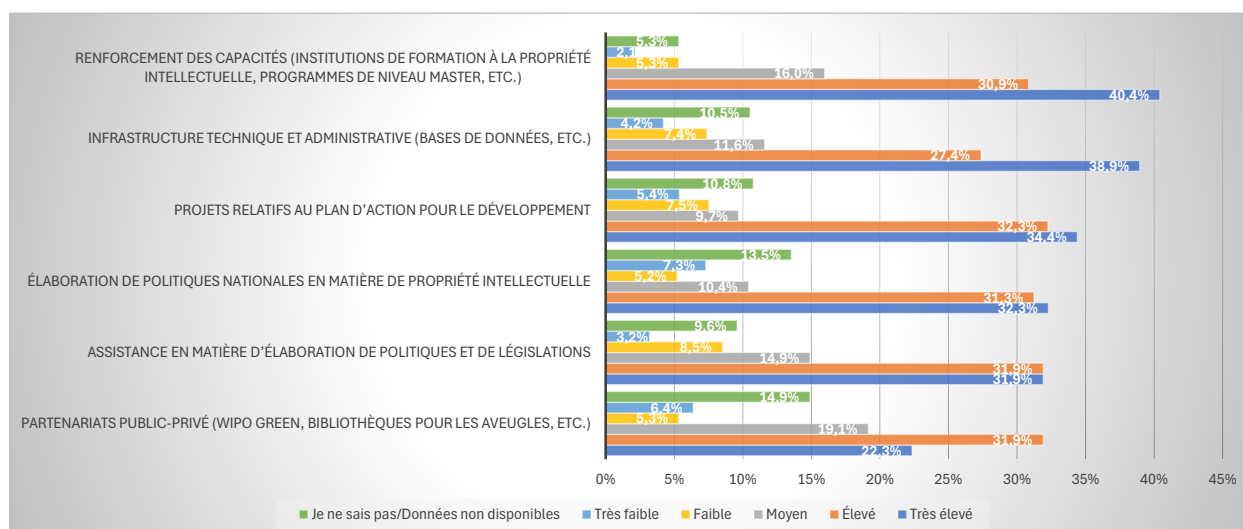
Conclusion 7 : De l'avis des États membres, c'est en ce qui concerne le renforcement des capacités, l'infrastructure par le biais du système IPAS, les CATI et les stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle que l'assistance technique a été la plus fructueuse.

"Parmi les principales réalisations figurent l'élaboration de stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle, le renforcement des capacités, la création de CATI, le soutien aux PME et des initiatives visant à promouvoir l'égalité des sexes et la sensibilisation à la propriété intellectuelle."

État membre

Il ressort de ces chiffres que l'assistance technique est tenue en haute estime, et ce d'autant plus que de nombreux États membres ne sont pas directement concernés par les dernières initiatives mentionnées. En outre, il ressort des entretiens avec les États membres que le renforcement des capacités, l'infrastructure technique et administrative et les stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle figurent en tête des domaines d'intervention dans lesquels l'assistance technique a produit le plus de résultats probants (voir graphique 6).

Graphique 6. Degré de satisfaction à l'égard des résultats de l'assistance technique



Source : enquête d'évaluation

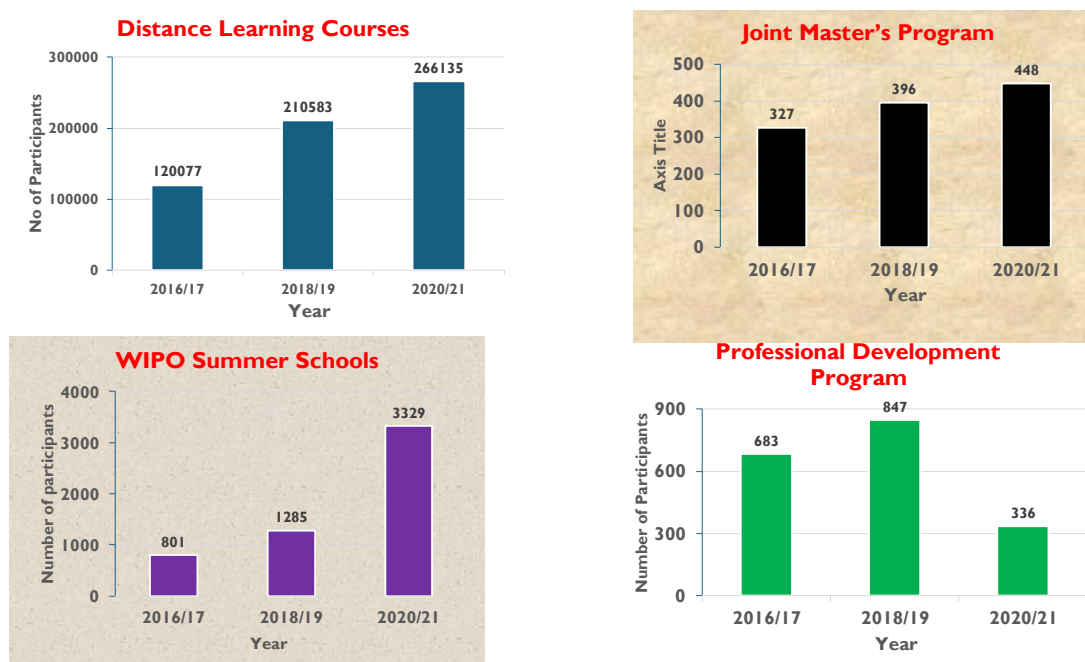
Renforcement des capacités

52. Au cours de la période considérée dans le cadre de l'examen (2017-2022), l'Académie de l'OMPI a proposé les cinq programmes de formation suivants sur le renforcement des capacités :

- Programme d'enseignement à distance proposant des cours introductifs et de perfectionnement
- Programme des institutions de formation à la propriété intellectuelle
- Programmes conjoints de niveau master
- Cours d'été de l'OMPI
- Programme de perfectionnement des cadres

53. D'après le rapport annuel de l'Académie de l'OMPI de 2021, celle-ci a franchi un cap important en atteignant le million de participants en 2021, soit une progression considérable par rapport aux 91 298 participants inscrits en 2018. En 2022, ce chiffre est passé à 1,2 million. Trois des quatre programmes ont connu une croissance régulière au cours de la période d'examen, à l'exception du Programme de perfectionnement des cadres qui a pâti des effets de la pandémie de COVID-19 (figure 2).

Figure 2. Évolution du nombre de participants aux programmes sur le renforcement des capacités au cours de la période 2017-2022



Source : Rapports annuels de l'Académie de l'OMPI (2016-2022)

54. *Il ressort de l'examen que, selon les personnes interrogées, le programme de renforcement des capacités a fortement contribué à améliorer et à optimiser le transfert de connaissances, de compétence et de capacités des États membres aux fins du renforcement de la capacité des institutions nationales à administrer, gérer et utiliser la propriété intellectuelle, comme illustré, entre autres, par les éléments suivants :*

a) ***Institutions de formation à la propriété intellectuelle*** :

Le programme des Institutions de formation à la propriété intellectuelle (IFPI) a permis la création d'au moins cinq nouveaux établissements de ce type. La formation des formateurs à la propriété intellectuelle a été dispensée en s'appuyant à la fois sur des méthodes d'enseignement et des cours sur la propriété intellectuelle. Ces formateurs ont ensuite formé d'autres personnes. Plus important encore, un plus grand nombre de parties prenantes a bénéficié de ces formations. Au cours de la période 2020-2021 par exemple, sur 163 000 bénéficiaires, 42% provenaient du secteur privé (soit la majorité), 31% du milieu universitaire et 27% du secteur public (Rapport de l'Académie de l'OMPI de 2021).

Les réalisations suivantes témoignent de l'efficacité du programme sur les Institutions de formation à la propriété intellectuelle (IFPI) :

- a) Création de 19 IFPI.
- b) Élaboration de 120 modules de formation de formateurs.
- c) Formation de plus de 1 000 formateurs, dont 53% de femmes et 47% d'hommes.
- d) Offre de près de 9 000 formations et activités de renforcement des compétences relatives à la propriété intellectuelle.
- e) Formation de plus de 53 000 bénéficiaires dans les 19 IFPI créées.

b) ***Programmes conjoints de niveau master*** : L'Académie de l'OMPI a mis en place des programmes conjoints de niveau master dans 18 universités de 17 pays différents. Ces programmes ont fortement contribué au renforcement de la capacité d'institutions de pays en développement à offrir des programmes de formation à la propriété intellectuelle. Au total, sur la période 2017-2022, 1 171 étudiants issus de l'ensemble des pays en développement ont participé aux programmes conjoints de niveaux master. Ainsi, sur les 448 étudiants qui ont bénéficié du programme en 2020-2021, 41% provenaient d'Afrique, 24% d'Asie et du Pacifique et 12% d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que de certains pays d'Europe et d'Asie. La région arabe était représentée à hauteur de 3% des participants.

c) ***Programme de perfectionnement des cadres*** : Quelque 1 866 personnes ont bénéficié du programme de perfectionnement des cadres au cours de la période 2017-2022. Il est important de noter que le contenu des cours a progressivement mis l'accent sur les compétences pratiques en matière de propriété intellectuelle applicables à la situation du pays et de la région de chaque participant.

55. En dépit de ces bons résultats découlant d'un renforcement des capacités, selon les parties prenantes interrogées, plusieurs domaines méritent une attention particulière en vue d'une amélioration future. Il convient notamment de : a) renforcer l'appropriation des activités de renforcement des capacités par un plus large éventail de parties prenantes parmi les États membres bénéficiaires; b) renforcer la collaboration avec d'autres États membres et avec des organisations telles que des établissements universitaires en vue de mettre en place des formations conjointes et de favoriser l'apprentissage entre pairs; c) mettre en place un plan visant à renforcer le suivi et l'examen des projets conjoints de renforcement des capacités mis en œuvre par l'OMPI et les États membres; d) rassembler des informations et faire connaître les expériences réussies en matière de mise en pratique des connaissances acquises; et e) trouver un juste équilibre entre activités de renforcement des capacités dispensées en distanciel et en présentiel.

Infrastructure technique et administrative

56. *On peut affirmer sans grand risque d'erreur que la technologie imprègne tous les domaines d'activité de l'OMPI.* Les programmes de l'Organisation, tels que ceux relatifs aux politiques nationales en matière de propriété intellectuelle, à l'infrastructure technique et administrative, au renforcement des capacités et aux partenariats public-privé, s'appuient tous sur la technologie pour atteindre leurs objectifs. Les systèmes d'enregistrement international (PCT, Madrid, La Haye), les bases de données mondiales (Patentscope, Base de données mondiale sur les marques), les plateformes de collaboration (WIPO Green, Accessible Books Consortium, Re:Search) et les programmes de formation (IFPI, programmes conjoints de niveau master) s'appuient tous sur l'infrastructure technique de l'OMPI, dans l'intérêt des utilisateurs et des offices de propriété intellectuelle des États membres.

“Je peux témoigner du fait que sur le plan technologique, l'appui offert a été si efficace que, maintenant que les principaux outils proposés par l'OMPI ont été mis en place, l'Office de la propriété intellectuelle affiche une capacité de croissance exponentielle.”

État membre

57. *C'est dans la mise en œuvre de solutions opérationnelles pour les offices de propriété intellectuelle que l'intégration de la technologie dans les activités de l'OMPI est la plus flagrante, notamment dans le cadre du progiciel du système d'automatisation des offices de propriété intellectuelle (IPAS).* Élément central du progiciel de l'OMPI pour les offices de propriété intellectuelle, le système IPAS a eu un effet multiplicateur et une incidence considérables.

“Le progiciel du système d'automatisation des offices de propriété intellectuelle de l'OMPI est un ensemble d'applications logicielles que les offices de propriété intellectuelle peuvent utiliser pour appuyer le traitement des demandes de propriété intellectuelle, en établissant un registre électronique, en contrôlant les processus de flux et les règles commerciales, et en fournissant des services en ligne aux utilisateurs locaux et internationaux. L'objectif général est d'améliorer le fonctionnement du système et la qualité des services.”

58. *Les personnes interrogées dans le cadre de l'examen ont jugé “très efficaces” les efforts déployés par l'OMPI pour proposer une infrastructure technique et administrative et renforcer les capacités des pays bénéficiaires au cours de la période d'examen (2017-2022).*

Jusqu'en 2022, l'utilisation des systèmes de l'OMPI destinés aux offices de propriété

intellectuelle⁴ n'a cessé d'augmenter, 91 offices de propriété intellectuelle ayant adopté le progiciel de l'OMPI à la fin de l'année. Le niveau de service moyen des offices de propriété intellectuelle, un indice composite permettant d'évaluer le niveau de maturité d'un office en matière de prestation de services selon une échelle allant d'élémentaire à avancé, a lui aussi progressé pour atteindre 3,6 en 2022, contre 3,5 à la fin de 2021⁵.

“Le système IPAS a fait partie des initiatives et des formations les plus marquantes aux yeux de nos examinateurs. Je suis moi-même examinateur depuis 2022 et j'ai participé à de nombreuses formations proposées par l'OMPI. Toutes nous ont permis d'acquérir des compétences mais celle-ci aura été pour moi la formation la plus marquante.”

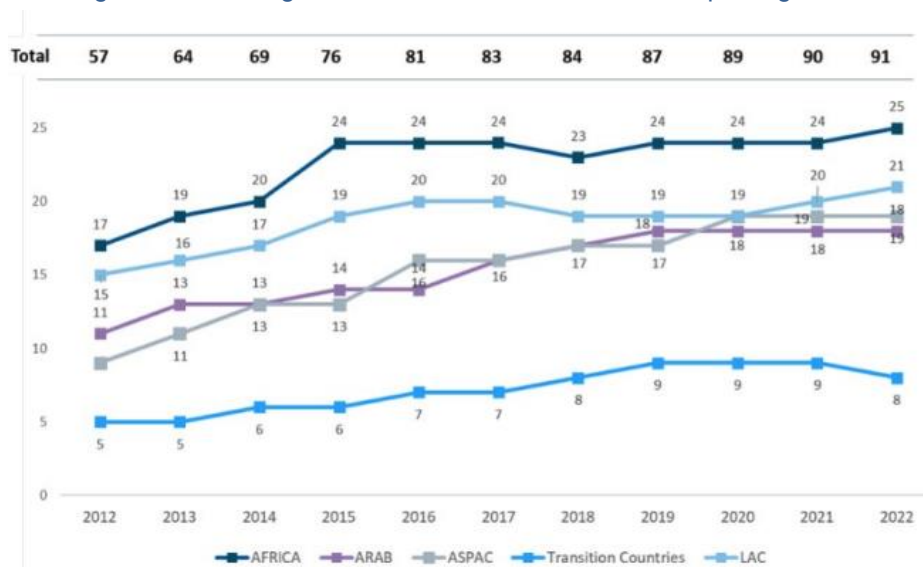
État membre, enquête d'évaluation

⁴ <https://www.wipo.int/fr/web/ip-office-business-solutions/>.

⁵ Rapport sur la performance de l'OMPI en 2022.

https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/en/wo_pbc_35/wo_pbc_35_3.pdf.

Figure 3. Suite logicielle IPAS de l'OMPI – Utilisation par région



Source : OMPI <https://www.wipo.int/fr/web/ip-office-business-solutions/>

59. Enfin, le système IPAS a fait preuve de réactivité et de souplesse au fil des ans, en s'adaptant à de nouvelles formes de prestation de services et en conservant toute sa pertinence et son utilité. Il convient cependant de mettre à jour l'assistance IPAS en intégrant les dernières technologies et de poursuivre l'élargissement des initiatives de renforcement des capacités.

60. La demande vis-à-vis du système IPAS en soi, mais aussi vis-à-vis de nouvelles fonctionnalités et de versions actualisées du système (notamment en ce qui concerne le passage de la version 3 à la version 4 du système), ne faiblit pas. Pour répondre à la demande croissante, il convient d'établir des priorités en se concentrant sur les investissements susceptibles d'avoir un effet maximal.

61. Des efforts ont été déployés pour encourager les pays à financer partiellement le système, ce qui est essentiel pour préserver les ressources dans le temps. Au départ, 40 pays utilisaient le système et en l'espace de 10 ans, ce nombre a doublé, avec un élargissement considérable de la palette de services proposés, fruit notamment de la coopération avec les fonds fiduciaires.

62. Cependant, malgré les résultats très positifs du programme et la productivité très élevée de l'équipe, une dotation en personnel plus importante serait la bienvenue.

63. La prestation de services à distance s'est également avérée difficile. Si certains services à distance sont effectivement en place, la situation ne progresse pas. Pour y remédier, il conviendrait de mettre en œuvre des solutions innovantes, par exemple des modules de formation multimédias.

Pour faire face à la demande croissante, il est envisagé de solliciter l'appui de certains États membres dans le cadre des fonds fiduciaires. Un État membre d'Amérique latine, par exemple, a indiqué qu'il faisait appel aux fonds fiduciaires pour engager des consultants, pour un budget annuel de 50 000 dollars des États-Unis d'Amérique permettant de financer leurs services. Les réalisations suivantes témoignent de l'efficacité de la coopération de l'OMPI en matière d'infrastructure technique et administrative :

- a) Développement et mise en œuvre de l'ensemble d'applications logicielles IPAS de l'OMPI, adopté par un nombre croissant d'offices de propriété intellectuelle dans le monde.
- b) Numérisation de collections de brevets dans plusieurs pays.
- c) Facilitation de l'accès aux informations sur la propriété intellectuelle grâce à des plateformes telles que PATENTSCOPE, la Base de données mondiale sur les marques et la Base de données mondiale sur les dessins et modèles.
- d) Création de Centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) dans de nombreux pays.
- e) Programmes de renforcement des capacités, ateliers et bourses à l'intention de professionnels de la propriété intellectuelle et de décideurs politiques.
- f) Promotion de la coopération internationale au moyen d'initiatives telles que WIPO CASE, WIPO Connect et de l'élaboration de classifications et de normes internationales.

Projets relatifs au Plan d'action pour le développement

64. *Une dizaine de projets relatifs au Plan d'action pour le développement achevés entre 2017 et 2022 ont été dénombrés dans le catalogue des projets et des résultats du Plan d'action pour le développement.* L'examen a également porté sur un autre projet ajouté à cette liste car il avait débuté en janvier 2019 pour se terminer en juillet 2023 et avait été mis en œuvre, pour l'essentiel, sur la période de l'examen (2017-2022).

Globalement, trois grands domaines d'intervention ont été recensés s'agissant des projets relatifs au Plan d'action pour le développement :

- a) Soutien apporté à des secteurs ou groupes spécifiques au moyen d'activités de renforcement des capacités et de sensibilisation (industrie de la création, secteur des logiciels, tourisme, magistrature);
- b) Renforcement des offices de propriété intellectuelle;
- c) Thèmes/types d'intervention spécifiques (production d'études sur les moyens de tirer le meilleur parti de la propriété intellectuelle, soutien à certains groupes (les femmes), renforcement des projets du Plan d'action pour le développement et d'autres thèmes, par exemple le domaine public).

Il ressort des éléments qui précèdent que les projets du Plan d'action pour le développement mis en œuvre et achevés au cours de la période considérée avaient une portée très hétérogène.

65. *Dans l'ensemble, les projets ont eu une durée moyenne de 40 mois (3,3 ans), soit un délai raisonnable pour obtenir des résultats et leur assurer une certaine pérennité.* Il est important de noter qu'environ 27% des projets examinés s'inscrivaient dans le prolongement d'initiatives

Conclusion 8 : Les projets relatifs au Plan d'action pour le développement ont une large portée thématique et géographique et parviennent à produire les résultats escomptés. Toutefois, des questions se posent quant à la viabilité de ces initiatives et à leur capacité à mobiliser efficacement les pays bénéficiaires au niveau national.

antérieures (projets de phase II), ce qui témoigne de la cohérence des projets dans le temps et de l'intégration continue de projets pertinents du Plan d'action pour le développement dans les activités de l'Organisation (les CATI par exemple). Le CDIP a de tout temps servi d'incubateur de projets pilotes du Plan d'action pour le développement susceptibles de stimuler d'autres initiatives à l'intérieur comme à l'extérieur de l'OMPI.

66. *Les projets ont disposé d'un budget moyen de 583 808 francs suisses (dépenses de personnel et autres), soit une dépense moyenne de 194 330 francs suisses par an et de 38 866 francs suisses par pays et par an (en partant d'une moyenne de cinq pays par projet). Trente-quatre pays participaient aux 11 projets ayant fait l'objet de l'examen (12 pays d'Afrique, 10 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, sept pays de l'ASEAN, trois pays arabes et deux pays en transition). Sur ces 34 pays, trois ont été particulièrement actifs (le Chili, le Kenya et les Philippines), chacun d'entre eux contribuant à trois projets. On peut ainsi déduire de ce qui précède que les projets du Plan d'action pour le développement englobaient un large éventail de régions et d'États membres.*

67. *En termes de réalisations, il ressort de la synthèse des évaluations que, dans l'ensemble, les projets ont débouché sur des résultats (formations, manuels, études); des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne les informations accessibles au public et un projet se distingue particulièrement en matière de viabilité, à savoir la formation à l'intention de la magistrature, désormais inscrite au catalogue des cours de l'Académie de l'OMPI. Dans le même temps, au nombre des principales difficultés recensées figurait le suivi des initiatives après leur achèvement, leur viabilité se révélant précaire dans la plupart des cas, le peu d'influence sur l'utilisation des études sur les politiques et la poursuite des activités dans les différents domaines des projets (ainsi que le peu de données disponibles en la matière). En application d'une décision du CDIP, un plus grand nombre de données sur l'incidence des projets sera mis à disposition. En outre, une fois achevé, chaque projet du Plan d'action pour le développement fait désormais l'objet d'une étude d'impact annuelle.*

68. *De précédents projets relatifs au Plan d'action pour le développement ont été très efficaces en ce sens qu'ils ont été intégrés au sein de l'Organisation. Au cours des entretiens, certains États membres ont indiqué que la demande concernant un nouveau projet du Plan d'action pour le développement ou la possibilité de participer à un projet déjà adopté avait été envoyée directement par leur mission permanente à Genève. Ils ont ajouté que selon eux, un dialogue organique au niveau national serait utile aux fins de la conception du projet et de sa mise en œuvre ultérieure dans les pays participants, ce qui signifie que les projets du Plan d'action pour le développement peuvent produire des résultats plus durables s'ils sont conçus et négociés avec plus de soin, en tenant compte de ces enseignements.*

Politiques nationales en matière de propriété intellectuelle

69. *Les États membres apprécient vivement les recommandations de l'OMPI sur l'élaboration de politiques nationales en matière de propriété intellectuelle. Les stratégies nationales de propriété intellectuelle reposent sur une méthodologie rigoureuse prévoyant une évaluation initiale et la mobilisation des principales parties prenantes. Si l'OMPI appuie de longue date l'élaboration de stratégies nationales de propriété intellectuelle, l'appel du Plan d'action pour le développement à la mise en œuvre systématique d'activités d'orientations en la matière leur a donné un nouvel élan. En 2012, l'Organisation a publié la Méthodologie pour l'élaboration des stratégies nationales de propriété intellectuelle en trois parties avant d'en publier une deuxième édition en 2016 comprenant des mises à jour et de légères modifications. En 2019-2020, le document a fait l'objet d'un examen approfondi et d'une mise à jour dans l'objectif de mieux s'adapter aux besoins en matière de développement des différents pays au moyen d'une méthode plus souple (OMPI, 2020).*

70. *L'OMPI a déjà aidé 97 États membres à élaborer leurs stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle, y compris des PMA (Rapport sur la performance de l'OMPI en 2022), ce*

qui représente la moitié des États membres de l'OMPI. Au cours de la période sur laquelle portait l'examen (2017-2022), selon les Rapports sur la performance de l'OMPI, 20 États membres ont adopté des stratégies nationales de propriété intellectuelle. Bien que le nom des États membres ne soit pas indiqué dans les rapports susmentionnés, les États suivants figurent parmi ceux qui ont bénéficié de l'appui de l'OMPI dans l'élaboration de stratégies nationales de propriété intellectuelle au cours de la période considérée⁶ : Albanie, Géorgie, Lettonie, Slovaquie, Niué, République démocratique populaire lao, Viet Nam, Éthiopie, Mexique et Nigéria (rapports sur la performance de l'OMPI de 2017 à 2022). Le tableau 4 présente l'évolution du nombre de pays à avoir adopté des stratégies nationales de propriété intellectuelle au cours de la période considérée, passé de 72 à 92, et l'évolution du nombre de pays à mettre en œuvre des stratégies de propriété intellectuelle, passé de 87 en 2019 à 97 en 2021.

Tableau 4. Évolution des politiques nationales de propriété intellectuelle entre 2017 et 2022

Indicateurs	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de pays à avoir adopté des stratégies de propriété intellectuelle	72	78	80	87	89	92*
Nombre de pays à mettre en œuvre des stratégies de propriété intellectuelle	n.d.	n.d.	87	91	97	n.d.

Source : Rapports sur la performance de l'OMPI de 2016 à 2022

71. Bien qu'un nombre important de stratégies de propriété intellectuelle aient été élaborées, selon les États membres consultés, leur mise en œuvre pose de nombreuses difficultés.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation : a) les changements fréquents de

Conclusion 9 : Les États membres apprécient vivement les recommandations de l'OMPI sur l'élaboration de politiques nationales en matière de propriété intellectuelle. Les stratégies nationales de propriété intellectuelle reposent sur une méthodologie rigoureuse. Les défis à relever portent sur la mobilisation concrète des parties prenantes et la mise en œuvre des stratégies au fil du temps.

"Aucune politique institutionnelle ne s'emploie à rendre la propriété intellectuelle plus stratégique. Les textes appropriés sont disponibles, mais les ressources nécessaires à leur mise en œuvre sont insuffisantes."

État membre

personnel au sein de l'administration les États membres; b) des ressources insuffisantes; c) une absence d'appui au plus au haut niveau et de mobilisation des ministères en charge d'autres secteurs; d) des capacités insuffisantes au sein des offices de propriété intellectuelle. Ces éléments ont été confirmés par un groupe de réflexion composé de consultants qui contribuaient à l'élaboration de

stratégies nationales de propriété intellectuelle : ces derniers ont indiqué que la mise en œuvre des stratégies était insuffisante et faisait l'objet d'un suivi limité, ce qui a également été corroboré par de hauts fonctionnaires de l'OMPI. Le processus d'élaboration des stratégies nationales de propriété intellectuelle prévoit bien la création d'un comité national, mais il ne dispose pas toujours de l'autorité nécessaire pour appliquer les stratégies.

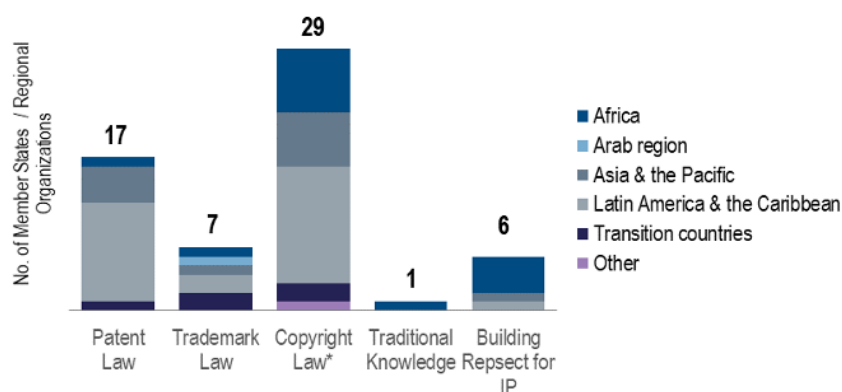
Assistance politique et législative et renforcement de l'écosystème de la propriété intellectuelle – partenariats, législation, dialogue

72. Comme indiqué lors des entretiens avec les États membres et dans les réponses au questionnaire, les recommandations de l'OMPI en matière d'assistance législative sont très utiles aux États membres et leur permettent de se mettre en conformité avec les exigences des

⁶ Même si le processus n'a pas été achevé.

normes et protocoles internationaux en matière de propriété intellectuelle. En réalité, fournir une assistance politique et législative est un élément clé des fonctions de l'OMPI, l'objectif étant d'aider les États membres à élaborer et à mettre en œuvre des législations et des réglementations en matière de propriété intellectuelle qui soient en conformité avec les normes internationales, ainsi qu'avec leurs politiques nationales de développement⁷. Compte tenu du caractère confidentiel de l'assistance législative, aucune donnée particulière n'est divulguée quant au type d'assistance fourni et aux résultats obtenus. L'assistance offerte peut comprendre la révision de la législation en vigueur ou l'élaboration de nouvelles lois ou règles. L'examen du cadre législatif d'un pays est un processus de longue haleine, et il est difficile d'en mesurer les résultats. Sachant qu'il faut attendre plusieurs années avant qu'une nouvelle loi ne soit promulguée, les résultats sont exprimés de manière plus générale : nombre de pays bénéficiant d'avis législatifs ou niveau de satisfaction à l'égard des services fournis. Une fois la politique et la législation formulées, il incombe à chaque État membre d'assurer le suivi de leur mise en œuvre. La figure 4 rend compte de la forte demande en assistance dans les domaines de la législation sur le droit d'auteur (29), du droit des brevets (17), du droit des marques (7), de la promotion et du respect de la propriété intellectuelle (6) et des savoirs traditionnels (1) en 2022, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique et l'ASEAN figurant parmi les régions les plus en demande.

Figure 4. Répartition géographique des avis législatifs par domaine, 2022



*27 countries and 2 regional organizations benefitting 30 countries

Source : Rapport sur la performance de l'OMPI en 2022

73. WIPO Lex est un outil précieux dans le cadre des activités de conseil de l'OMPI sur le plan législatif. Il s'agit d'une base de données mondiale qui offre un accès gratuit aux lois, traités et informations connexes en matière de propriété intellectuelle en provenance de quelque 200 pays et organisations. Elle vise à rassembler et à diffuser des informations sur la protection de la propriété intellectuelle, comme visé dans la Convention instituant l'OMPI⁸. La base de données est constituée de trois collections : les lois et règlements en matière de propriété intellectuelle, les traités administrés par l'OMPI et les jugements en matière de propriété intellectuelle ("fin 2022, la collection couvrait 28 pays et plus de 1 000 décisions de justice relatives à la propriété intellectuelle librement accessibles⁹"). Les utilisateurs peuvent effectuer des

Conclusion 10 : Comme il ressort du processus de collecte des données, les recommandations de l'OMPI en matière d'assistance législative sont très utiles aux États membres et leur permettent de se mettre en conformité avec les exigences des normes et protocoles internationaux en matière de propriété intellectuelle.

⁷ https://www.wipo.int/ip-development/fr/policy_legislative_assistance/index.html.

⁸ <https://www.wipo.int/web/wipolex/faq>.

⁹ Rapport sur la performance de l'OMPI en 2022.

https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/en/wo_pbc_35/wo_pbc_35_3_rev.pdf.

recherches par pays ou accéder à des législations, traités et jugements régionaux en matière de propriété intellectuelle.

74. À la fin de la période étudiée (2022), les données relatives à l'exécution de WIPO Lex indiquent que le nombre réel de visiteurs uniques (784 602) est inférieur à la fois au niveau de référence (976 714) et à l'objectif prévu (1 172 057)¹⁰, ce qui laisse entendre que l'objectif visant à augmenter le nombre de visiteurs uniques de 20% au cours de l'exercice biennal n'a pas été atteint. En pratique, le nombre de visiteurs a diminué par rapport au niveau de référence (voir tableau 5)¹¹.

Tableau 5. Indicateurs de performance de WIPO Lex sur l'année 2022

Indicateurs d'exécution	Niveau de référence	Objectif	Données relatives à l'exécution
Nombre de visiteurs uniques de WIPO Lex	976 714	20% d'augmentation sur l'exercice biennal	784 602

75. L'OMPI a également fourni, au cours de la période couverte par l'examen, un éventail de mesures d'appui au reclassement des pays les moins avancés se préparant à cette transition. Cette initiative vise à aider les pays à mettre à niveau leurs systèmes nationaux de propriété intellectuelle afin qu'ils puissent s'acquitter de leurs obligations en matière de propriété intellectuelle après leur transition et, parallèlement, afin qu'ils soient en mesure d'exploiter la propriété intellectuelle et l'innovation pour atteindre les objectifs de la transition en matière de transformation structurelle, de renforcement de la capacité de production, de compétitivité et de diversification économique.

"J'ai assisté à de profonds changements. Les projets ont galvanisé le système. L'OMPI compte des personnes brillantes. Nous sommes très heureux de cette coopération."

État membre

Partenariats public-privé

76. Au cours de la période examinée, qui s'est terminée en 2022, l'OMPI a mis en œuvre plusieurs projets dans le cadre de partenariats public-privé, notamment : a) le Consortium pour des livres accessibles; b) l'Initiative relative à l'information en matière de brevets pour les médicaments; c) le Programme d'accès à la recherche pour le développement et l'innovation; d) le programme relatif à l'accès à l'information spécialisée en matière de brevets; e) WIPO GREEN; et f) WIPO Re:Search.

77. Après étude des rapports disponibles à l'OMPI et examen approfondi de WIPO Green, l'approche qui sous-tend ces projets et leurs résultats ont été jugés plutôt efficaces, de même que leur contribution au transfert de connaissances et au développement des compétences de diverses parties prenantes appartenant aux États membres.

78. Si ces plateformes jouent un rôle précieux en permettant de montrer comment la propriété intellectuelle et les innovations peuvent être mises à profit pour faire face aux enjeux sociétaux, il conviendrait d'accroître leur visibilité et de communiquer davantage sur leur utilité, ce qui pourrait inciter un plus grand nombre

Conclusion 11 : Il existe des solutions de propriété intellectuelle innovantes, adaptées aux besoins de développement sur le terrain. Toute la difficulté consiste à assurer leur mise en œuvre concrète pour relever les défis en matière de développement.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Inversement, l'année suivante (2023), WIPO Lex a affiché des résultats supérieurs aux objectifs, avec une augmentation de 94% du nombre d'utilisateurs. Rapport sur la performance de l'OMPI en 2023, https://www.wipo.int/edocs/mdocs/govbody/fr/wo_pbc_37/wo_pbc_37_7.pdf.

d'utilisateurs, et à plus forte raison le secteur privé, à y recourir, ainsi que la mise en œuvre de solutions de propriété intellectuelle sur le terrain dans le cadre d'initiatives de mise en relation.

79. *Il convient sous cette section de faire état d'autres résultats pertinents en lien avec les partenariats et le dialogue.* Citons notamment l'appui apporté aux PME. Un outil de diagnostic en ligne en matière de propriété intellectuelle a été lancé pour aider les PME à dresser un inventaire préliminaire des actifs de propriété intellectuelle dont elles disposent et leur indiquer comment en tirer parti et en faire un avantage concurrentiel. Les États membres ont indiqué qu'il s'agissait d'un outil utile pour les PME. Concrètement, cet outil a été conçu en collaboration avec le Centre du commerce international et la Chambre de commerce internationale. Utilisé par les États membres, il s'adapte à leurs besoins. Dans le cadre du programme d'ateliers sur la gestion de la propriété intellectuelle proposé par l'OMPI, les PME des pays les moins avancés peuvent programmer une réunion et être contactées par l'OMPI, signe que l'OMPI redouble d'efforts pour toucher un maximum d'utilisateurs finaux de la propriété intellectuelle.

Conclusion 12 : Les PME se voient offrir un soutien adapté de la part de l'OMPI. Les États membres et les partenaires utilisent les instruments proposés par l'Organisation. L'outil de diagnostic en matière de propriété intellectuelle à l'intention des PME en est un bon exemple.

80. *L'OMPI offre des services de médiation pertinents, dont des services d'orientation et une assistance en ligne dispensés dans plusieurs langues aux pays en développement, où la plupart des clients appartiennent à des PME.* Les services de médiation restent encore peu connus des pays en développement, raison pour laquelle ils y font encore rarement appel. Une assistance technique a été fournie pour aider à créer/moderniser les centres de médiation au sein des États membres. Bien que les États membres n'en fassent pas grand cas, compte tenu de l'existence d'autres types d'assistance plus axés sur les structures, ce service est utile.

Le plan d'action pour le développement et les activités du CDIP

81. *Au cours de la période considérée, le CDIP a été marqué par plusieurs réalisations pertinentes (liste non exhaustive) :* 1) un point permanent de l'ordre du jour consacré à "la propriété intellectuelle et le développement" et un sous-élément de l'ordre du jour consacré à "l'assistance technique de l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement" ont été créés; 2) 10 projets du CDIP ont été finalisés et ont fait l'objet d'une évaluation indépendante; 3) un guide détaillé et un cours d'enseignement à distance sur les instruments permettant d'élaborer des propositions de projet efficaces dans le cadre du Plan d'action pour le développement ont été élaborés, ainsi qu'un catalogue consultable en ligne de tous les projets en cours ou achevés dans le cadre du Plan d'action pour le développement accompagnés de leurs résultats; 4) des conférences internationales biennales sur la propriété intellectuelle et le développement ont été organisées; 5) l'Étude indépendante de la mise en œuvre des recommandations du Plan d'action pour le développement en 2016 a été finalisée et a abouti à l'adoption de 10 des 12 recommandations présentées; 6) les stratégies de mise en œuvre de la plupart des recommandations énoncées dans l'étude indépendante, ainsi que les mécanismes d'examen et d'établissement de rapports, ont été adoptés; 7) l'évaluation annuelle de l'impact des projets du Plan d'action pour le développement menés à bien a démarré; 8) des rapports annuels sur les activités et les contributions de l'OMPI relatives à la mise en œuvre des objectifs de développement durable ont été établis; 9) des rapports annuels détaillés sur la promotion des 45 recommandations du Plan d'action pour le développement ont été publiés; 10) un rapport d'évaluation des webinaires de l'OMPI consacrés à l'assistance technique a été présenté.

"Les activités mises en œuvre au titre du Plan du travail pour le développement nous ont été très utiles. Sans elles, nous n'en serions pas là aujourd'hui."

État membre

82. *De l'avis des États membres, le Plan d'action pour le développement a considérablement progressé.* Néanmoins, les rapports établis ont porté sur les activités, au lieu d'être axés sur l'analyse des résultats obtenus grâce à la mise en œuvre de ces activités. L'OMPI répond à une structure très complexe assortie de toutes sortes d'activités qu'il est difficile de suivre. Un appel généralisé a été lancé au renforcement des mécanismes prévus en matière de suivi et d'évaluation, d'apprentissage et d'échange d'expériences. Aux yeux d'un grand nombre de personnes interrogées au sein de l'OMPI, à l'intérieur du CDIP, on n'établit pas suffisamment de liens entre les différents domaines de l'OMPI, entre la propriété intellectuelle et les objectifs de développement durable et entre la propriété intellectuelle et le développement. Cette situation n'est pas tant le fait d'un nombre insuffisant de rapports, d'études ou de documents produits que du nombre important d'études, de documents et d'activités. Pour autant, on ignore dans quelle mesure l'OMPI et ses États membres mettent à profit ces études et rapports à des fins d'apprentissage et de promotion de la propriété intellectuelle en faveur du développement.

Conclusion 13 : Au cours de la période examinée, le CDIP a encouragé la tenue de réunions et l'établissement de rapports pertinents. En outre, le Plan d'action pour le développement a progressé aux yeux des États membres. Toutefois, le travail du CDIP a été davantage axé sur l'établissement de rapports. Des analyses plus approfondies et des évaluations d'impact sont en cours d'intégration. Énormément d'efforts ont été consentis et énormément de documents établis. Pour autant, on ignore dans quelle mesure l'OMPI et ses États membres mettent à profit ces études et rapports à des fins d'apprentissage et de promotion de la propriété intellectuelle en faveur du développement.

La propriété intellectuelle sur le terrain

83. *L'OMPI a mis en œuvre des dizaines de projets visant à mettre la propriété intellectuelle à la portée du plus grand nombre,* qu'il s'agisse de travailler avec des femmes chefs d'entreprise ou de créer des marques collectives et des indications géographiques aux côtés de petits producteurs. Ces projets traduisent une nouvelle façon de concevoir la propriété intellectuelle : considérée comme l'apanage des grandes entreprises, elle devient un outil accessible aux particuliers et aux PME dans les pays en développement, synonyme d'une potentielle fausse des revenus pour les communautés locales et de développement. Ces initiatives ont joué un rôle déterminant dans la fourniture de l'assistance technique depuis 2020. Elles ont fait l'objet d'une communication accrue au plus haut niveau (de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'OMPI à la publication de vidéos sur YouTube et sur le site Web de l'OMPI). Elles ont également permis de donner un visage humain à la propriété intellectuelle et de sensibiliser les décideurs politiques; toutefois, il n'a pas été possible de rendre compte de leurs résultats dans le cadre du présent examen en raison de la faible quantité de données disponibles et du fait que l'analyse était principalement réalisée au niveau macroéconomique.

Conclusion 14 : Des initiatives très innovantes et stimulantes ont été promues dans le cadre de projets de l'OMPI. Elles représentent une nouvelle façon d'envisager la propriété intellectuelle et d'accroître sa portée sur le terrain. Elles ont également permis de sensibiliser les décideurs politiques.

La question transversale de l'égalité des sexes

Égalité des sexes

84. *L'OMPI est très active en matière de promotion de l'égalité des sexes.* Le Plan d'action sur la propriété intellectuelle et l'égalité des sexes a été lancé en 2022 et l'Organisation a

facilité la création du Réseau latino-américain sur la propriété intellectuelle et la parité hommes-femmes afin de faciliter l'échange de bonnes pratiques en matière de propriété intellectuelle. La mise en œuvre du Plan d'action sur la propriété intellectuelle et l'égalité des sexes a démarré au second semestre 2022; elle s'articule autour de trois grands axes : i) accompagner les gouvernements et les décideurs politiques dans l'intégration d'une perspective de genre dans la législation, les politiques, les programmes et les projets en matière de propriété intellectuelle; ii) promouvoir la recherche pour définir l'étendue et la nature des disparités hommes-femmes dans le domaine de la propriété intellectuelle et trouver des moyens d'y remédier; et iii) encourager la poursuite de projets existants et la mise en œuvre de nouveaux projets et initiatives axés sur l'égalité des sexes dans le milieu de la propriété intellectuelle pour accroître les compétences des femmes et des institutions qui les soutiennent en matière de propriété intellectuelle.

85. *L'OMPI a assuré la gestion de plusieurs projets visant à promouvoir l'égalité des sexes dans différents secteurs.* Inauguré en 2019, le Programme de formation et de mentorat sur la propriété intellectuelle à l'intention des femmes chefs d'entreprise des peuples autochtones et des communautés locales figure parmi les plus anciens. Lancé en coopération avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Centre du commerce international (CCI), ONU Femmes et l'Association internationale des marques (INTA), il vise à donner aux femmes issues des peuples autochtones et des communautés locales les moyens d'utiliser les outils de propriété intellectuelle dans le cadre de leurs projets et de leurs entreprises et de tirer de plus grands avantages économiques de leurs activités fondées sur les savoirs traditionnels.

86. *Résolue à promouvoir la présentation des données ventilées par sexe, l'OMPI a ajouté une case à cocher sur l'égalité des sexes dans le PCTC.* En outre, l'OMPI assure l'intégration des politiques et propose des options et des conseils aux États membres sur la manière d'intégrer les questions de genre dans leurs plans d'action en matière de propriété intellectuelle, c'est-à-dire sur la manière de faire participer davantage de femmes au niveau national. Lors de la collecte des données, un État membre de l'OMPI de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a indiqué avoir lancé une politique sur l'égalité des sexes au sein de l'office de propriété intellectuelle de son pays grâce au soutien et à l'influence de l'OMPI.

L'OMPI et les demandes des États membres concernant la réalisation des ODD

87. *En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies pour l'innovation et la propriété intellectuelle, la contribution de l'OMPI est davantage axée sur la réalisation de l'ODD 9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation¹².* Ceci étant, les travaux de l'OMPI visent non seulement à favoriser la croissance économique et le développement des infrastructures mais aussi la réalisation de plusieurs autres ODD, comme l'amélioration de la santé, la préservation de l'environnement et le bien-être social (voir encadré 1), bien que son apport concret en la matière soit plus difficile à mesurer. En 2018, les États membres ont décidé que, à l'avenir, toutes les questions relatives aux

Conclusion 15 : Si les ODD ont été pris en compte dans le cadre de l'assistance technique fournie par l'OMPI, aucun plan ou lien véritable n'a été établi qui aurait pu déboucher sur des résultats précis.

¹² L'innovation, moteur du progrès humain – L'OMPI et les objectifs de développement durable
https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/fr/wipo_pub_1061_2021.pdf.

objectifs de développement durable seraient traitées sous le point de l'ordre du jour "Propriété intellectuelle et développement"¹³.

88. En avril 2023, le Secrétariat a remis son septième rapport sur les ODD au CDIP. "Le rapport répond à la décision prise par le Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) qui, à sa dix-huitième session tenue du 31 octobre au 4 novembre 2016, a demandé au Secrétariat de lui présenter, à sa première session de l'année, un rapport annuel sur cette question"¹⁴.

89. *En partant de la structure énoncée dans la décision de 2016, le rapport fait le point sur la contribution de l'OMPI à la mise en œuvre des objectifs de développement durable en 2022 en ce qui concerne :*

- a) les activités et les initiatives entreprises de manière individuelle par l'Organisation,
- b) les activités entreprises par l'Organisation dans le cadre du système des Nations Unies, et
- c) l'assistance fournie par l'OMPI à la demande des États membres.

À l'exception de deux activités menées à bien en 2019, tous les autres rapports du Secrétariat remis au CDIP sur la "contribution de l'OMPI à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et des cibles qui leur sont associées" indiquaient que "... le Secrétariat n'a[vait] reçu aucune demande d'assistance de la part des États membres concernant spécifiquement la réalisation des ODD."

90. *Seules deux activités ayant impliqué une assistance technique en faveur de la réalisation des ODD ont été recensées.* Elles s'inscrivaient dans le cadre du mémorandum d'accord conclu entre l'OMPI et un État membre dans le but de : i) faciliter le dialogue sur l'utilisation du système de propriété intellectuelle pour le développement socioéconomique et culturel à l'ère du numérique; et ii) renforcer les capacités des organisations représentant des personnes ayant des difficultés de lecture des textes imprimés, ainsi que des éditeurs¹⁵.

91. *En réalité, comme évoqué précédemment, si les liens entre l'assistance technique fournie par l'OMPI et la réalisation des ODD sont officiellement énoncés, ils ne sont confortés par aucun lien, aucune vision ni aucun plan d'action explicite.* Il convient cependant de préciser que les ODD forment un cadre conceptuel très large auquel pratiquement toutes les activités peuvent être rattachées. Pour rendre plus évidente la relation entre l'assistance technique fournie par l'OMPI et les ODD, il conviendrait d'intégrer un travail de réflexion dès la phase de conception. En effet, si des liens sont établis au cours de la phase d'établissement des rapports, aucune réflexion approfondie n'est généralement menée au cours de la phase initiale de planification de l'assistance technique. L'encadré 1 présente plusieurs domaines d'activité de l'OMPI en lien avec les ODD.

¹³ Nations Unies, Département des Affaires Économiques et Sociales – Développement Durable <https://sdgs.un.org/fr/node/24505>.

¹⁴ Rapport sur la contribution de l'OMPI à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et des cibles qui leur sont associées, CDIP/30/14. https://www.wipo.int/edocs/mdocs/mdocs/fr/cdip_30/cdip_30_14.pdf.

¹⁵ CDIP/25/6, page 47. Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP). Vingt-cinquième session. Genève, du 18 au 22 mai 2020. Rapport sur la contribution de l'OMPI à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et des cibles qui leur sont associées, https://www.wipo.int/edocs/mdocs/mdocs/fr/cdip_25/cdip_25_6.pdf.

Encadré 1. Domaines d'activité en lien avec les ODD¹⁶

ODD 2 (Faim "zéro") :

- L'OMPI a fourni aux communautés locales une assistance technique en faveur de la protection des indications géographiques et des stratégies de marque, améliorant ainsi leur intégration dans l'économie mondiale.
- En termes de projets spécifiques, citons à titre d'exemple l'appui à la "seda de Cajonos" au Mexique et au "Madd de Casamance", au Sénégal, ce qui a favorisé l'autonomisation de producteurs locaux, en particulier des femmes et des jeunes.

ODD 3 (Bonne santé et bien-être) :

- Collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé sur les dénominations communes internationales pour les substances pharmaceutiques afin d'améliorer l'accès à l'information sur les médicaments.
- WIPO Re:Search a facilité la recherche-développement en matière de maladies tropicales négligées, bien que le projet se soit achevé en 2022.
- Mise en œuvre d'initiatives pour traiter de questions au croisement de la propriété intellectuelle et de la santé à l'échelle mondiale, en particulier dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

ODD 4 (Éducation de qualité) :

- L'Académie de l'OMPI a lancé des initiatives de formation continue à l'intention des fonctionnaires des pays en développement et en transition, ce qui leur a permis de mieux cerner les enjeux de propriété intellectuelle.

ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) :

- Les activités de l'OMPI ont soutenu l'innovation au moyen de différents programmes, dont l'initiative WIPO GREEN, qui fait le lien entre les technologies durables et les besoins en matière d'environnement.

ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques) :

- Au nombre des initiatives menées à bien dans le cadre du programme WIPO GREEN de l'OMPI figurent la publication d'un Livre sur les technologies vertes et l'élaboration d'une base de données sur les technologies innovantes permettant de lutter contre les effets du changement climatique.

4.3. Efficience et cohérence

92. Eu égard aux critères d'efficience et de cohérence, l'examen a cherché à établir :

- a) Si les interventions en matière d'assistance technique avaient été organisées de manière efficace et en temps voulu.
- b) Dans quelle mesure l'OMPI avait planifié, inscrit au budget et mis à disposition des ressources en personnel pour ses activités d'assistance technique de manière cohérente et rentable.
- c) Dans quelle mesure l'approche adoptée par l'OMPI pour ses activités d'assistance technique était conforme aux objectifs qu'elle poursuivait.
- d) Quels ont été les points forts et les points faibles des interventions en matière d'assistance technique.
- e) Quels étaient les mécanismes en place pour assurer le suivi des ressources allouées aux activités liées au développement, compte tenu du cadre de gestion

¹⁶ CDIP/25/6, page 47. Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP). Vingt-cinquième session. Genève, du 18 au 22 mai 2020. Rapport sur la contribution de l'OMPI à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et des cibles qui leur sont associées, https://www.wipo.int/edocs/mdocs/mdocs/en/cdip_25/cdip_25_6.pdf.

axée sur les résultats de l'OMPI. Si les mécanismes de suivi et d'établissement de rapports ont été efficaces.

- f) Si les bons moyens ont été utilisés pour atteindre l'objectif de l'assistance technique au service du développement durable.
- g) Dans quelle mesure les activités d'assistance technique menées par l'OMPI ont été conçues en vue d'assurer la cohérence des politiques pour le développement.

93. *L'examen a permis d'établir que des activités de planification et de budgétisation adaptées avaient été mises en place pour la fourniture de l'assistance technique au cours de la période 2017-2022. Désormais, l'attention porte moins sur les activités que sur les projets, ce qui confère une plus grande cohérence à l'assistance technique. La prestation de l'assistance technique a obéi au cadre de gestion axée sur les résultats; elle s'est appuyée dans la plupart des cas sur une évaluation préalable des besoins et sur la négociation d'un mémorandum d'accord avec les États membres,*

Conclusion 16 : L'OMPI est passée d'une approche fondée sur les activités à une approche fondée sur les projets, conformément à son cadre de gestion axée sur les résultats.

"L'OMPI nous apporte toujours un soutien en temps voulu (...) et notre collaboration est très fluide. Nous tenons à insister sur la capacité de l'OMPI à mettre en œuvre de nouveaux programmes."

État membre

suivie d'un accord sur le niveau de service qui précisait les ressources à prévoir et les résultats escomptés. Ainsi, 59,6% des personnes interrogées ont jugé "très élevé" ou "élevé" le niveau d'adéquation entre l'assistance technique fournie et les besoins des États membres qui en ont bénéficié. Les parties prenantes ont par ailleurs ajouté qu'un plus grand nombre de projets étaient mis en œuvre sur le terrain, ce qui incitait les États membres à soumettre davantage de demandes en matière d'assistance technique.

94. *Toutefois, les entretiens avec les principales parties prenantes, y compris des membres du personnel de l'OMPI et des représentants des États membres, ont permis de mettre en évidence certains points susceptibles d'être améliorés. À titre d'exemple, les parties prenantes ont estimé qu'il conviendrait que les projets du Plan d'action pour le développement soumis au CDIP prennent davantage en considération les besoins des institutions nationales. Il conviendrait également de renforcer le dialogue organique au niveau national afin de faire participer un plus grand nombre de parties prenantes sur le terrain, au sein des États membres, à la conception et la mise en œuvre des projets, le cas échéant.*

95. *L'examen a permis d'établir que suffisamment de ressources financières avaient été allouées à la fourniture de l'assistance technique au cours de la période examinée. Ce constat s'appuie sur les éléments probants suivants :*

- a) **Le niveau d'appréciation des personnes interrogées** : Soixante-deux pour cent (62%) des personnes interrogées ont jugé "très élevé" ou "élevé" le niveau d'adéquation des ressources financières allouées à la fourniture de l'assistance technique.
- b) **La stratégie de contribution conjointe** : En règle générale, le financement des activités d'assistance technique est assuré par une contribution de l'OMPI et par une contribution des États membres. Les États membres ont adopté ce système de contribution conjointe au titre duquel l'OMPI fournit une assistance technique tandis que les États membres prennent à leur charge les dépenses au niveau local et les contributions en nature. Dans certains cas (projets), selon certaines personnes interrogées, les contributions financières au niveau local peuvent atteindre 30%. Il s'agit d'un élément crucial en ce qui concerne la mobilisation des États membres et la pérennité des projets.

- c) **Aucun projet en suspens** : D'après les informations recueillies, aucun des projets qui ont été engagés, négociés et signés par l'OMPI et les États membres au cours de la période 2021-2022 n'a été interrompu faute de ressources financières.

96. Toutefois, les entretiens avec les principales parties prenantes, y compris des membres du personnel de l'OMPI et des représentants des États membres, ainsi que l'analyse des programmes et du budget pour 2017-2022, ont permis de mettre en évidence certains points susceptibles d'être améliorés, à savoir :

- a) **Sentiment que l'allocation de fonds en faveur de l'assistance technique et l'établissement de rapports sur les résultats obtenus se fait de manière moins transparente** : Les représentants des États membres considèrent que l'assistance technique n'est pas toujours transparente et que les critères d'attribution des fonds et la communication des résultats sont parfois flous.
- b) **Accroître le taux d'utilisation du budget relevant des fonds fiduciaires** : Examiner la mise en œuvre des projets relevant des fonds fiduciaires et remédier aux problèmes de mise en œuvre qui entraînent une sous-utilisation des ressources disponibles.
- c) **Difficultés dans la mise en œuvre des projets locaux** : Des membres du personnel de l'OMPI ont fait part de difficultés dans l'utilisation de ressources au niveau local aux fins de la mise en œuvre de projets en raison de procédures prévues par un organisme des Nations Unies basé à Genève.

Conclusion 17 : La mise en œuvre de projets dans de petites communautés éloignées se heurte à des difficultés et, dans un souci de clarté, il conviendrait d'améliorer les procédures d'établissement de rapports.

97. *Il ressort de l'examen que si l'OMPI dispose d'une capacité technique adéquate pour fournir une assistance technique, elle est jugée insuffisante pour répondre à la demande sans cesse croissante de services. Soixante et onze pour cent (71%) des personnes interrogées ont jugé "élevée" ou "très élevée" la capacité de l'OMPI à fournir une assistance technique, soit le pourcentage de satisfaction le plus élevé en ce qui concerne le critère d'efficacité. Cependant, tout en saluant l'augmentation des effectifs au sein de leurs départements et services au cours de la période examinée, les membres du personnel de l'OMPI interrogés ont estimé que ces effectifs étaient insuffisants pour répondre à la demande sans cesse croissante de services. Ils ont notamment mis l'accent sur les points suivants :*

- a) **Effectifs** : Bien que les effectifs aient augmenté, ils sont jugés trop faibles pour répondre à la demande croissante de services au sein des divisions régionales. Il arrive que le Secrétariat reçoive des demandes urgentes à la dernière minute et qu'il ne soit pas en mesure d'y répondre faute de ressources humaines. Cette pénurie de personnel a eu une incidence négative sur la prestation de services.
- b) **Compétences en matière de développement et de travail communautaire** : Pour améliorer la fourniture de l'assistance technique, il conviendrait de proposer au personnel d'acquérir en continu des compétences supplémentaires, par exemple en gestion de projet, travail communautaire et développement.
- c) **Recours à des consultants locaux** : Praticué dans le cadre de plusieurs activités d'assistance technique, le recours à des consultants locaux permet d'améliorer le

Conclusion 18 : Le personnel de l'OMPI est hautement qualifié et très apprécié pour la qualité de ses services. Des compétences complémentaires sont nécessaires en matière de gestion de projets et en ce qui concerne les questions liées au développement.

rapport coût-efficacité de ces activités, tout en renforçant les capacités au niveau local.

- d) **Ressources en personnel inégales** : Dans certains cas, le niveau des effectifs n'est pas adapté au volume de travail ni au nombre de pays relevant d'un programme ou d'une division régionale. Seuls 42,1% des personnes ayant répondu au questionnaire ont jugé "élevée" ou "très élevée" la capacité des divisions régionales à fournir une assistance technique. Pour remédier à cette situation, on fait appel à de nombreux intérimaires, mais ce type de solution peut amoindrir l'efficacité de l'assistance technique.
- e) **Faible taux de rotation du personnel** : Les membres du personnel de l'OMPI travaillent souvent dans le même domaine depuis de nombreuses années. Le taux de rotation est faible au sein de l'Organisation; ce peut être un avantage s'agissant de l'accroissement des connaissances en interne, mais aussi un inconvénient, sachant que l'arrivée de nouveaux collaborateurs contribue à dynamiser les équipes, à améliorer les compétences et à stimuler la créativité.

98. *L'examen a permis d'établir que la coordination de l'assistance technique au sein de l'OMPI s'était considérablement améliorée, aussi bien pendant la période d'examen que par la suite.*

À preuve, 67% des personnes interrogées ont jugé le niveau de coordination au sein de l'OMPI

"élevé" ou "très élevé". La plupart des parties

prenantes interrogées étaient du même avis; au

nombre des mesures prises pour renforcer la

coordination, elles ont notamment cité :

i) la mise en place d'activités de planification conjointes;

ii) l'élaboration de plans de travail ouverts;

iii) l'organisation de réunions publiques et de

séminaires sur les plans de travail; iv) la tenue de

réunions conjointes entre les chefs de programme

et les divisions régionales pour discuter de

l'assistance technique et sur la base d'un plan annuel; v) la participation des équipes en charge

des programmes à des manifestations organisées par les divisions régionales, et

réciroquement; vi) la création d'un réseau de coordination des avis législatifs; vii) la mise en

place des mesures d'appui au reclassement des pays les moins avancés et le lancement du

Fonds COVID-19, autant d'exemples réussis de collaboration intersectorielle. Les parties

prenantes ont néanmoins fait état de certains points susceptibles d'être améliorés, à savoir :

- a) La collaboration, les activités d'apprentissage entre pairs et le partage des meilleures pratiques au sein des divisions régionales et entre elles restent limités.
- b) Certains États membres ne savent pas très bien à quel service faire appel au sein de l'OMPI. De même, certains bénéficiaires ne savent pas très bien s'ils doivent s'adresser aux bureaux extérieurs ou aux divisions régionales. Certains États membres souhaiteraient que l'OMPI soit plus décentralisée et plus proche du terrain.
- c) Il conviendrait d'échanger davantage d'informations et d'intensifier la collaboration entre les projets du Plan d'action pour le développement.
- d) Il conviendrait de renforcer la collaboration entre les différents domaines travaillant avec les PME pour éviter les chevauchements entre différents secteurs de l'OMPI.

Conclusion 19 : Plusieurs mesures efficaces mises en œuvre par l'OMPI ont permis une amélioration de la collaboration en interne. Des améliorations restent néanmoins possibles en ce qui concerne la collaboration entre les différents traités, entre les divisions régionales, entre les projets du Plan d'action pour le développement, entre les divisions régionales et les bureaux extérieurs, entre différents domaines en termes de procédures opérationnelles, entre les initiatives en faveur des PME et entre les différents projets au sein d'un même pays.

- e) Il conviendrait de renforcer la collaboration en ce qui concerne les modalités de mise en œuvre (comment évaluer les effets, comment affiner les demandes d'assistance technique, etc.).
- f) Il conviendrait d'améliorer la coordination entre les différents projets menés au sein d'un même pays par différents secteurs de l'OMPI.

99. *L'examen a permis d'établir que le suivi et l'évaluation des activités d'assistance technique au cours de la période examinée n'étaient pas entièrement adaptés.* Un total de 55,4% des personnes interrogées ont jugé le niveau d'adéquation du mécanisme de suivi "élevé" ou "très élevé", et 56,9% d'entre elles ont jugé le niveau d'adéquation des mécanismes d'établissement de rapports "élevé" ou "très élevé". L'examen a dû porter aussi bien sur les progrès accomplis que sur les difficultés rencontrées. La mise en place d'un cadre axé sur les résultats a beaucoup progressé, ce qui a permis d'améliorer la planification stratégique et opérationnelle des activités de développement et de renforcer la capacité d'auto-évaluation. L'établissement des rapports s'est également amélioré entre 2016 et 2022. Le Rapport sur la performance de l'OMPI en 2022 est beaucoup plus clair, alors que les rapports de 2016 à 2021 manquaient parfois de cohérence quant aux indicateurs utilisés. De même, le Plan stratégique à moyen terme sur la période 2022-2026 s'articule autour de quatre résultats seulement, ce qui le rend plus simple et plus clair. Il est désormais assorti de rapports sur la performance plus précis quant aux ressources allouées aux activités liées au développement. L'évaluation des activités extrabudgétaires est réalisée à la demande des parties concernées et en coopération avec elles. En outre, des plans de travail sont élaborés conjointement avec les États membres bénéficiaires pour chaque projet; on recense par ailleurs de bonnes pratiques au sein de l'OMPI en ce qui concerne l'organisation de cours axés sur la production de résultats (par exemple l'application des droits de propriété intellectuelle). Les parties prenantes ont néanmoins fait part des difficultés suivantes :

Conclusion 20 : Des efforts notables ont été déployés pour améliorer l'établissement de rapports qui ont porté leurs fruits au cours de la période examinée. Les États membres appellent à une amélioration des procédures de suivi et d'évaluation et à un partage des enseignements tirés des activités de suivi et d'évaluation.

- a) **Des capacités limitées en matière de suivi et d'évaluation** : il convient de renforcer les activités de suivi et d'évaluation. La réalisation de ces activités est extrêmement chronophage pour le personnel en place. Dans certains cas, il peut être nécessaire de déléguer sur le terrain une personne chargée du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage pour réaliser des entretiens. Certains projets avaient prévu une personne chargée du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage et budgétisé cette fonction. Peu d'évaluations prévoient des visites sur le terrain.
- b) **Un retour d'information insuffisant de la part des États membres** : la communication et la transmission d'informations sur l'état d'avancement des projets par les États membres sont inadéquates. Il est rare que l'OMPI soit informée des produits finaux obtenus dans le cadre de l'assistance technique. Il peut arriver, par exemple, qu'un appui législatif soit apporté concernant le système de Madrid, ou un soutien à l'élaboration d'une nouvelle politique et d'une nouvelle stratégie en matière de propriété intellectuelle, mais peu d'informations sont communiquées à l'OMPI une fois ces activités d'assistance technique menées à bien.
- c) **Si l'on recense de bonnes pratiques en matière de suivi et d'évaluation au sein de l'Organisation, les États membres souhaiteraient que les initiatives de l'OMPI fassent l'objet d'un suivi et d'une communication d'informations accrues** afin que leurs résultats soient mieux suivis. Le suivi et l'évaluation externe des Projets du plan d'action pour le développement constituent une bonne pratique.

100. *Il ressort de l'examen que contrairement à de nombreuses autres organisations qui ont été touchées par la pandémie de COVID-19, l'OMPI s'est montrée très résiliente en termes de production de recettes et de mise en œuvre de programmes.* Malgré quelques difficultés en termes de mise en œuvre, et bien qu'il importe de mieux concevoir les services à distance (en proposant par exemple une formation multimédia plus dynamique), la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'incidence négative sur l'efficacité et la fourniture de l'assistance technique. Ainsi, au cours de la période d'examen (de 2017 à 2022), les recettes de l'OMPI ont régulièrement augmenté (voir le tableau 6). Le montant total des recettes s'est élevé à près de 756 millions de francs suisses en 2016-2017, avant d'atteindre 829 millions en 2018-2019, 882 millions en 2020-2021 et 949 millions en 2022-2023.

Conclusion 21 : L'OMPI a bien résisté à la pandémie et a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation aux nouvelles demandes et aux conditions difficiles.

Tableau 6. Origine des recettes ayant permis de financer le budget (en millions de CHF)

Sources	2016-2017		2018-2019		2020-2021	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
PCT	575,9	76,1	634,1	76,4	665,6	75,4
Madrid	128,8	17,0	140,8	17,0	162,0	18,4
Hague	10,3	1,4	11,3	1,3	12,6	1,4
Lisbonne	0,0		0,0			
Contributions	34,7	4,6	34,8	4,1	34,8	3,9
Arbitrages	2,5	0,3	3,1	0,5	3,3	0,4
Publications	0,3	0	0,4		0,8	0,1
Recettes accessoires	3,8	0,5	5,1	0,6	3,4	0,4
Total (en millions de CHF)	756,3	100	829,6	100	882,5	100

Source : Rapports sur la performance de l'OMPI de 2017 à 2022

101. *À la suite de la pandémie de COVID-19, les modalités de mise en œuvre de l'assistance technique ont changé.* L'OMPI a adopté trois modes de prestation de l'assistance technique, à savoir sous forme hybride, virtuelle ou physique. Certaines des activités qui devaient avoir lieu en présentiel ont été mises en œuvre en distanciel. Selon les parties prenantes interrogées, le passage à la fourniture en distanciel de l'assistance technique a permis de réaliser des économies et de se rapprocher des bénéficiaires. Néanmoins, les différences de fuseaux horaires, le manque de matériel adapté à la tenue de réunions en virtuel, le faible niveau de préparation à l'adoption de technologies de l'information et le fait que certains États membres n'ont que rarement accès à une connexion Internet de qualité ont constitué autant d'entraves à la fourniture de l'assistance technique au cours de la période examinée. En outre, selon les recommandations du Rapport d'évaluation des webinaires de l'OMPI consacrés à l'assistance technique (CDIP/25/4, mars 2020), les webinaires devraient compléter des activités plus traditionnelles telles que les missions de l'OMPI dans les pays.

102. *Les fonds fiduciaires constituent une source supplémentaire de ressources pour les activités d'assistance technique, en complément de celles du budget ordinaire.* L'OMPI gère des fonds fiduciaires tels que ceux alimentés par le Brésil, la Chine, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, le Portugal et la République de Corée. Ils sont consacrés à différents domaines dont les conseils en matière d'élaboration de politiques, la coopération Sud-Sud, la modernisation de l'infrastructure en matière de propriété intellectuelle, la création de partenariats et le renforcement des capacités en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques de propriété intellectuelle, l'innovation, le transfert et la gestion de technologies, l'utilisation des instruments de propriété intellectuelle aux fins de la commercialisation de produits et services locaux, le droit d'auteur et la sensibilisation au respect des droits de propriété intellectuelle. Il ressort de l'examen que les fonds fiduciaires ne sont pas toujours pleinement exploités, ce qui pose des difficultés aux pays donateurs au moment de plaider en faveur d'une augmentation des fonds. En outre, selon les États membres consultés (les donateurs), les pays qui alimentent les fonds fiduciaires n'ont qu'une vision restreinte de la manière dont ils contribuent à la réalisation des objectifs du Plan d'action pour le développement grâce à leur contribution. Enfin, les pays donateurs collaborent peu entre eux.

Conclusion 22 : Les fonds fiduciaires sont une source de financement de l'assistance technique qui pourrait être davantage exploitée. Ils pourraient également bénéficier d'un renforcement des échanges entre pays donateurs et de plus de clarté quant aux liens entre les activités et les résultats généraux en matière de développement.

4.4. Durabilité

103. Eu égard au critère de durabilité, l'examen a cherché à établir :

- a) Dans quelle mesure les effets des interventions en matière d'assistance technique de l'OMPI ont été durables, depuis leur mise en œuvre jusqu'à ce jour.
- b) Dans quelle mesure l'assistance technique fournie par l'OMPI a été retenue et intégrée dans les travaux des pays et organisations concernés.
- c) Quelles mesures a prises l'OMPI pour constituer de manière durable une masse critique de compétences dotée des capacités pertinentes de façon durable.

104. *Les rapports sur la performance de l'OMPI de 2017 à 2022 montrent qu'en termes de recettes et de dépenses, l'Organisation a affiché une situation financière saine,* ce qui lui a permis de financer et de développer en continu ses programmes d'assistance technique. Des risques potentiels ont été mis en évidence, comme des périodes de ralentissement économique ou des menaces en matière de cybersécurité, mais l'organisation y a pallié et un financement durable a été obtenu.

105. *Il est possible de mesurer la durabilité de l'assistance technique offerte par l'OMPI à l'aune des améliorations durables apportées aux systèmes de propriété intellectuelle des pays bénéficiaires.* Il s'agit notamment d'évaluer les progrès en matière de législation, d'application des droits et de pratiques liées à l'administration de la propriété intellectuelle qui ont perduré une fois les programmes d'assistance technique achevés. Les éléments ci-après, tirés des principales conclusions

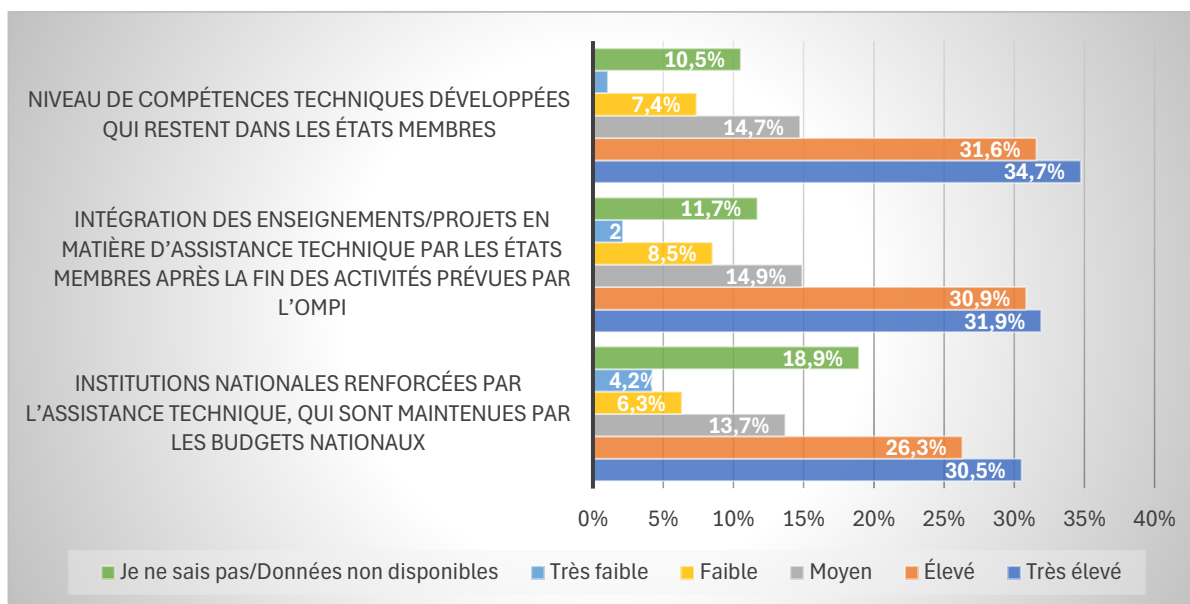
Conclusion 23 : L'OMPI est parvenue à développer des capacités de manière durable au sein des États membres : le renforcement des offices de propriété intellectuelle en termes d'infrastructure, de compétences et de conseil en matière d'élaboration de politiques perdure une fois les activités d'assistance technique achevées.

de l'examen, témoignent de la durabilité de l'assistance technique de l'OMPI dans certains domaines clés :

- La demande de services de l'OMPI, au titre notamment du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) ou du système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, a été constante.
- L'OMPI a participé à de nombreuses initiatives de renforcement des capacités, axées en priorité sur les pays et régions les moins avancés, en vue de les aider à mettre la propriété intellectuelle au service de la croissance et du développement.
- Le nombre de dépôts de demandes internationales de brevets, de marques et de dessins et modèles a considérablement augmenté, preuve de l'efficacité de l'aide au renforcement des capacités des États membres en matière de propriété intellectuelle.
- Au cours de la période examinée, on a enregistré 264 nouvelles adhésions aux traités de l'OMPI et de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).
- Des initiatives comme ePCT ou l'accès numérique aux ressources ont amélioré l'efficacité et la portée de l'assistance technique, ce qui l'a rendue plus durable et davantage axée sur les résultats.
- Le renforcement constant des offices de propriété intellectuelle, y compris les améliorations apportées en matière d'infrastructure, de technologie et de compétences du personnel.
- Vingt-sept pour cent (27%) des projets du Plan d'action pour le développement se sont inscrits dans le prolongement d'initiatives antérieures (projets de phase II).
- L'intégration de plusieurs projets relevant initialement du Plan d'action pour le développement dans le programme et le budget de l'OMPI.
- L'élargissement et le renforcement de programmes tels que WIPO GREEN ou le système IPAS, et le fait que plus de 20 pays procèdent actuellement à la mise en place d'Institutions de formation à la propriété intellectuelle (IFPI) ou envisagent de le faire.

106. Selon l'enquête d'évaluation, 66,3% des personnes interrogées ont jugé "très élevé" ou "élevé" le niveau de compétence technique mis en place durablement au sein des États membres. En règle générale, le personnel de l'OMPI reste au sein de l'office de propriété intellectuelle dont il provient, compte tenu de la technicité et de la spécificité des sujets abordés; 62,9% des personnes interrogées ont jugé "très élevé" ou "élevé" le niveau d'intégration des enseignements/projets d'assistance technique par les États membres une fois les activités prévues par l'OMPI achevées, ce qui a été particulièrement le cas des projets du Plan d'action pour le développement, notamment du système IPAS, du programme relatif aux IFPI ou du programme sur les CATI. Les personnes ayant répondu à l'enquête ont été moins nombreuses (56,8% d'entre elles) à être entièrement d'accord ou d'accord avec l'affirmation selon laquelle "les institutions nationales renforcées par l'assistance technique sont maintenues grâce aux budgets nationaux", confirmant le fait que de nombreux offices de propriété intellectuelle de pays parmi les moins avancés ont du mal à assurer la pérennité des fonds destinés aux activités de base (voir le graphique 7).

Graphique 7. Évaluation des principaux aspects de la durabilité de l'assistance technique



Source : enquête d'évaluation

107. *De nombreuses initiatives de l'OMPI en matière de renforcement des capacités ont été axées sur les régions et les pays les moins avancés et ont mis l'accent sur le transfert et l'assimilation de compétences et de connaissances.* Ces programmes, sous forme notamment d'ateliers, de séminaires et de formations sur mesure dispensés sur site, ont été conçus de manière à répondre directement aux besoins des pays, en veillant à ce que les connaissances soient intégrées dans les pratiques locales. À titre d'exemple, l'un des objectifs des IFPI est d'aider les États membres de l'OMPI à développer leurs propres capacités de formation en matière de propriété intellectuelle.

108. *On trouve dans les évaluations de suivi et les études d'impact réalisées par l'OMPI de nombreux éléments attestant du caractère durable des effets de l'assistance technique.* Ces études visaient à vérifier si les compétences acquises et l'amélioration des pratiques en matière de gestion de la propriété intellectuelle perduraient une fois les activités d'assistance technique achevées. Il ressort de l'examen que les formations dispensées et les ressources mises à disposition ont été efficacement intégrées dans les cadres nationaux de propriété intellectuelle (Rapport sur la performance de l'OMPI en 2021-2022, Portail de propriété intellectuelle de l'OMPI, sous la section "Informations essentielles concernant le développement pour l'exercice biennal 2022-2023 – Dépenses de développement" – Systématisation des données statistiques et conception et mise en œuvre d'une méthode pour l'élaboration d'évaluations d'incidence sur l'utilisation du système de la propriété intellectuelle, dans le cadre des projets du plan d'action pour le développement (page 19), données sur les audits et les évaluations, y compris les projets du Plan d'action pour le développement (pages 70 et 71)).

109. La création de partenariats avec les offices de propriété intellectuelle locaux et régionaux est un indicateur direct de l'intégration de l'assistance de l'OMPI. Ces offices font souvent état d'un renforcement de l'efficacité, des capacités de traitement et de la sensibilisation du public à la suite de leur collaboration avec l'OMPI, ce qui donne à penser que l'assistance fournie a bien été assimilée et mise à profit.

110. Les rapports mettent souvent en avant l'adoption par certains États membres d'outils technologiques ou d'infrastructures, à l'image du système IPAS, désormais utilisé dans plus de 90 pays, ou du système ePCT. L'adoption et l'utilisation courante de ces outils sur plusieurs périodes ayant fait l'objet de rapports démontrent clairement que les effets de l'assistance

perdurent et font désormais partie intégrante des procédures d'administration de la propriété intellectuelle de ces pays.

111. Enfin, les 264 nouvelles adhésions aux traités de l'OMPI et de l'UPOV, qui s'accompagnent en règle générale d'une formation et d'une assistance législative, témoignent du regard à long terme que portent les États membres sur l'OMPI.

112. Tirés des Rapports sur la performance de l'OMPI, tous ces éléments mis bout à bout permettent de penser que l'assistance technique fournie par l'OMPI a bien été assimilée et intégrée par les pays bénéficiaires, ce qui a conduit à des améliorations durables apportées à leurs systèmes et pratiques en matière de propriété intellectuelle.

113. Les IFPI et les CATI sont la preuve que des institutions nationales proposent un renforcement des capacités en matière de propriété intellectuelle. S'agissant des IFPI, créées en 2010, des éléments probants témoignent des principaux résultats suivants et de leur pérennité : a) mise en place de 19 Institutions de formation à la propriété intellectuelle; b) élaboration de 120 modules de formation des formateurs; c) formation de plus de 1 000 formateurs de formateurs, dont 53% de femmes et 47% d'hommes; d) près de 9 000 formations et activités de renforcement des compétences en matière de propriété intellectuelle offertes; et e) 520 000 bénéficiaires dénombrés en 2023¹⁷.

114. S'agissant du programme sur les CATI, dont la création remonte à 2009, on constate que plus de 90 pays dans le monde avaient signé des accords de niveau de service avec l'OMPI pour développer des réseaux nationaux de CATI en 2020¹⁸, ce qui a considérablement amélioré l'accès aux technologies de l'information et aux services de propriété intellectuelle. Ils constituent désormais des ressources essentielles pour les innovateurs et aident à améliorer la qualité de la recherche et les résultats en matière d'innovation.

Le défi à relever en matière de durabilité

115. L'OMPI a réussi à pérenniser ses propres activités au fil du temps et a consolidé les capacités des États membres en termes d'infrastructure et de renforcement des institutions et des capacités, lesquelles ont été intégrées dans les offices de propriété intellectuelle du monde entier. Pour autant, il reste encore certains défis à relever, à savoir :

- a) De nombreuses stratégies nationales de propriété intellectuelle ne sont pas mises en œuvre, preuve qu'il est difficile d'inscrire les efforts en la matière dans la durée.
- b) Les renouvellements de personnel fréquents à la tête des offices de propriété intellectuelle des différents pays constituent une entrave à la durabilité.

¹⁷ <https://www.wipo.int/fr/web/wipo-academy/programs/ip-training-institutions/index>.

¹⁸ Rapport sur les CATI et les BTT en 2022, page 8, <https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/fr/wipo-pub-1059-22-fr-tiscs-and-ttos-report-2022.pdf>.

- c) Si rien n'indique que les projets du Plan d'action pour le développement approuvés au cours de la période examinée aient permis de mener des actions durables au cours de cette même période, des évaluations d'impact ont été introduites à l'OMPI en ce qui concerne les projets du Plan d'action pour le développement, ce qui permettra d'évaluer leur durabilité et leurs résultats à long terme.
- d) Rien n'indique que les nombreux projets locaux mis en œuvre par différents services de l'OMPI soient durables car il est encore trop tôt pour en évaluer les résultats.
- e) On ignore quel pourcentage de pays mettent en application les conseils législatifs qu'ils ont reçus et parviennent à améliorer leur cadre législatif.
- f) Au niveau national, l'engagement d'autres ministères en faveur des politiques nationales de propriété intellectuelle reste insuffisant.
- g) Actuellement, le financement des activités d'assistance technique est essentiellement assuré par l'OMPI. Mettre en place des modalités de cofinancement de l'assistance technique pourrait contribuer à inscrire les résultats des initiatives dans la durée après leur achèvement.
- h) Certains projets impliquent les communautés locales mais pas les gouvernements, ce qui entrave leur durabilité.
- i) Il existe de nombreuses initiatives de mise en relation mais leur suivi pas suffisant pour permettre leur pérennité.

Conclusion 24 : Au nombre des défis à relever en matière de durabilité figure la mise en œuvre insuffisante des politiques en raison de ressources insuffisantes au sein des États membres, d'une faible mobilisation des ministères d'autres secteurs, d'un taux élevé de renouvellement du personnel et d'une pérennité mal assurée des résultats des activités et des projets du Plan d'action pour le développement, lesquels ne sont pas intégrés dans l'Organisation.

116. D'un autre côté, des enseignements précieux ont été tirés en matière de durabilité, notamment : a) l'élaboration conjointe des projets par les équipes de l'OMPI et les États membres de manière à favoriser l'appropriation; b) la participation d'autres parties prenantes que les offices nationaux de propriété intellectuelle dans de nombreux États membres.

4.5. Incidence

117. Eu égard au critère d'incidence, l'examen a porté sur les éléments suivants :

- a) L'éventuelle incidence positive ou négative des interventions en matière d'assistance technique sur les niveaux de compétences en matière de politique, de droit, d'institutions et de ressources humaines.
- b) Les éventuels facteurs et conditions qui ont renforcé ou limité l'efficacité et l'incidence des interventions en matière d'assistance technique à l'échelle locale.
- c) Les éventuelles conséquences des incidences inattendues de certaines interventions en matière d'assistance technique.
- d) Le rôle éventuel joué par d'autres parties prenantes (pouvoirs publics, offices de propriété intellectuelle, universités, instituts de recherche-développement, ONG, société civile, etc.) dans l'obtention de ce résultat.

118. *Il est difficile d'évaluer de manière globale l'incidence de l'assistance technique, sachant que les résultats des stratégies nationales de propriété intellectuelle, de l'assistance législative, des projets du Plan d'action pour le développement, des activités de renforcement des capacités et de nombreuses autres initiatives ne se manifestent pas immédiatement après leur mise en œuvre mais uniquement à moyen terme.* En outre, il conviendrait de réaliser une évaluation d'impact plus rigoureuse, ciblée sur tel ou tel programme ou volet de l'assistance technique. Néanmoins, il ressort clairement des consultations menées auprès des États membres que des résultats concrets ont été obtenus, notamment en matière de renforcement des capacités, d'infrastructure et d'élaboration de stratégies nationales de propriété intellectuelle.

Certains pays sont les porte-drapeaux de l'assistance technique (ils sont très engagés auprès de l'OMPI) et disposent de programmes de travail annuels précis qui débouchent sur une assistance soutenue dans le temps. L'OMPI a réussi à :

a) structurer les travaux sur la gestion de la propriété intellectuelle en mettant en place l'infrastructure nécessaire; b) renforcer les capacités des agents chargés de la propriété intellectuelle qui font généralement carrière dans ce domaine; c) mobiliser de nouveaux groupes, par exemple la jeunesse, et promouvoir des politiques éducatives dans certains États membres; d) accroître la visibilité des femmes dans le domaine de la propriété intellectuelle au sein d'États membres de plusieurs régions, ce qui a conduit à l'élaboration de politiques spécifiques en leur faveur; e) fournir des orientations aux États membres dans plusieurs langues, ce qui a permis d'atteindre un plus grand nombre de parties prenantes. L'OMPI a joué un rôle essentiel dans la mise en place du système mondial de propriété intellectuelle et dans l'accès des pays les moins avancés à ce système.

Conclusion 25 : L'OMPI a joué un rôle clé dans l'accès des pays les moins avancés au système mondial de propriété intellectuelle et les États membres lui en sont extrêmement reconnaissants.

119. *Certains facteurs ont été recensés qui ont contribué à renforcer l'incidence et l'efficacité de l'assistance technique apportée aux États membres, à savoir :* a) la volonté nationale et la participation active des pays aux différentes activités de l'OMPI; b) la mise en place de programmes annuels structurés avec les États membres; c) un appui continu et durable; d) le recours à des consultants nationaux; e) l'encadrement et la coordination des divisions régionales; f) un ensemble de stratégies nationales de propriété intellectuelle, d'infrastructures et d'activités de renforcement des capacités. Certains pays qui font figure de porte-drapeaux de l'assistance technique collaborent de longue date avec l'OMPI, ce qui leur permet d'obtenir un appui continu et durable. Ces pays participent généralement à l'Assemblée générale de l'OMPI et à d'autres réunions et s'engagent fermement à maintenir le soutien de l'OMPI au niveau national, en investissant leurs propres ressources dans les activités prévues. À partir de ces cas de renforcement de l'efficacité de l'assistance technique, certaines tendances ont été dégagées : a) l'assistance technique est bien structurée et s'appuie sur un programme de travail annuel, ce qui permet de suivre la réalisation des objectifs et des engagements; b) ces pays disposent d'employés et de spécialistes nationaux dévoués, ce qui crée des conditions propices à la durabilité; c) ces porte-drapeaux de l'assistance technique bénéficient de toute une série d'interventions d'assistance technique ayant trait généralement du système IPAS, aux CATI, aux stratégies nationales de propriété intellectuelle, aux IFPI et d'autres initiatives; d) dans l'un de ces pays porte-drapeaux, seule une suggestion a été faite visant à assortir les programmes de travail annuels de calendriers plus viables compte tenu de la nécessité d'obtenir une approbation à haut niveau qui pourrait prendre plus de temps qu'initialement prévu.

Conséquences ou effets inattendus

120. Au cours de la pandémie de COVID-19, l'OMPI a lancé un ensemble de mesures en réponse à la COVID-19. Approuvé en octobre 2021, ce train de mesures visait à aider les États membres à mieux se reconstruire après la pandémie en tirant parti de la propriété intellectuelle pour favoriser une reprise économique durable. Les ressources allouées s'élevaient à trois millions de francs suisses. Gérée par l'Académie de l'OMPI, la réponse devait provenir de l'ensemble de l'organisation. Différents domaines ont été pris en compte : 1) partenariats et coopération trilatérale OMPI – OMC – OMS; 2) conseils législatifs et politiques; 3) innovation et transfert de technologie; 4) règlement des litiges en matière de propriété intellectuelle; et 5) formation et renforcement des capacités (y compris par le biais des IFPI). Au total, une quarantaine de pays ont bénéficié de différents montants, en fonction de leurs propositions et de leurs besoins. Le soutien à la réalisation d'études sur les déterminants de l'innovation dans la mise au point et la production du vaccin contre la COVID-19 et le soutien offert aux PME pour les aider à faire face à la pandémie ont été particulièrement importants. Le train de mesures a été renouvelé pour la période 2024-2025, sous l'appellation "Fonds de reconstruction" afin d'assurer la continuité des projets financés lors du premier cycle. L'OMS a été un partenaire précieux dans ce processus. Le processus de coordination du mécanisme a été l'un de ses points forts, avec une réunion par trimestre du groupe de travail. Différents secteurs ont été sollicités et la coordination a très bien fonctionné selon les services de l'OMPI qui ont participé au fonds. Ce fut un bon exemple d'adaptabilité pendant la pandémie et de collaboration au sein de l'OMPI. Le fonds a bénéficié d'un leadership de haut niveau au sein de l'Organisation, un élément indispensable, et il était basé sur les demandes des États membres. Le taux d'utilisation du fonds a été de 95%.

Conclusion 26 : L'ensemble de mesures de l'OMPI en réponse à la COVID-19 a bénéficié à 40 États membres. C'est un bon exemple de coordination entre différents secteurs de l'Organisation dans le but de faire face à une crise à laquelle l'OMPI a pu répondre rapidement.

Le rôle d'autres parties prenantes

121. Au cours de la période examinée, l'OMPI a établi des partenariats avec plusieurs organismes des Nations Unies, organisations régionales et organisations de la société civile. Cet élargissement répond à l'orientation actuelle de l'OMPI, qui s'est également traduite par l'adoption d'une stratégie de partenariats. Il s'agissait également d'une demande formulée dans le cadre de l'examen de 2011. Globalement, l'OMPI est désormais très ouverte à une collaboration avec d'autres organisations, comme l'a indiqué l'un des partenaires interrogés. Les relations entre l'OMPI et d'autres organismes des Nations Unies ont permis de créer des synergies dans des domaines d'intérêt commun. Citons à titre d'exemple la relation nouée avec ONU Tourisme, qui a débouché sur la publication en 2021 du rapport intitulé "La propriété intellectuelle comme levier du développement du tourisme", un document de référence en la matière. La propriété intellectuelle est peu connue dans le domaine du tourisme et cette publication a aidé à trouver des moyens de valoriser le tourisme et d'en faire bénéficier les communautés locales. Autre exemple : le partenariat établi avec l'Organisation régionale africaine de la propriété industrielle (ARIPO) dans le cadre du projet intitulé "Lignes directrices pour l'élaboration de politiques et stratégies visant à assurer une utilisation du système de la propriété intellectuelle par les universités et institutions de recherche et développement en Afrique". Entamés et achevés en 2017, ces travaux ont abouti à l'adoption de ces lignes directrices par les États membres de l'ARIPO, suite à quoi plusieurs

"Cette collaboration (entre l'OMPI, des PME et d'autres acteurs) a été remarquable"

Partenaire de l'OMPI

universités d'Afrique ont bénéficié d'un appui à l'élaboration de leurs politiques institutionnelles en matière de propriété intellectuelle.

122. *L'examen a permis de mettre en évidence une collaboration fructueuse avec la Fédération internationale des organismes gérant les droits de reproduction (IFRRO) sur les organisations de gestion collective en Afrique.* Dans le cadre de ce partenariat, les coûts liés au recrutement de consultants sont répartis et les deux organisations fournissent une assistance technique aux organisations de gestion collective en collaboration avec les États membres. Il s'agit d'une expérience réussie dont on ne parle pas suffisamment. Ce projet conjoint OMPI-IFRRO mis en œuvre en Afrique depuis 2017 a débouché, entre autres, sur les réalisations suivantes : a) une modification de la législation sur le droit d'auteur qui comprend désormais des dispositions sur la gestion collective des œuvres textuelles et visuelles au *Burkina Faso*, en *Eswatini*, au *Maroc* et au *Nigéria*; b) la promulgation de lois visant à mettre en œuvre des dispositions relatives à la rémunération des auteurs et des éditeurs d'œuvres textuelles et visuelles au *Burkina Faso*, en *Côte d'Ivoire*, à *Madagascar*, au *Maroc*, au *Nigéria*, au *Sénégal* et en *Tunisie*; c) la conclusion de premiers accords de concession de licences de reprographie au *Botswana*, au *Burkina Faso*, au *Cameroun*, en *Zambie* et à *Zanzibar*, en plus de l'*Afrique du Sud*, du *Ghana* et du *Malawi*; d) la signature en *Tunisie* du tout premier accord de concession de licences de reprographie dans des pays arabophones; e) le lancement d'un système de perception de droits de reprographie en *Afrique du Sud*, en *Algérie*, au *Botswana*, au *Burkina Faso*, au *Cameroun*, en *Côte d'Ivoire*, au *Ghana*, au *Malawi*, au *Maroc*, en *Zambie* et à *Zanzibar*; f) le démarrage de négociations sur la concession de licences de reprographie dans l'enseignement en *Côte d'Ivoire*, au *Nigéria* et au *Sénégal*; g) la création de nouvelles organisations de gestion collective/organisations de gestion collective polyvalentes chargées de la gestion du répertoire des œuvres textuelles et visuelles en *Guinée-Bissau*, au *Lesotho*, en *Namibie*, au *Niger* et au *Zimbabwe*. Ce succès repose sur plusieurs éléments clés : les bonnes relations que l'OMPI entretient avec les États membres, auxquelles viennent s'ajouter une solide communication à l'échelle mondiale et le savoir-faire technique des spécialistes en gestion collective de l'IFRRO, ainsi qu'une coopération de longue date établie au moyen d'un mémorandum d'accord entre l'OMPI et l'IFRRO qui a permis de créer une solide plateforme de coopération et de la faire évoluer au fil du temps, les résultats positifs des premiers projets ayant conduit à un élargissement conséquent, à la demande des États membres. La prochaine étape dans le cadre de cette initiative pourrait consister à mieux faire connaître ses résultats et à partager les enseignements tirés du projet.

Conclusion 27 : L'OMPI établit des partenariats fructueux avec des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile et des organisations régionales, ce qui apporte une valeur ajoutée dans différents domaines et relie la propriété intellectuelle au développement. Toute la difficulté consiste à faciliter l'accès aux informations disponibles. Il est parfois difficile de trouver les informations recherchées sur le site Web de l'OMPI. En outre, il convient d'affiner la mise en œuvre des activités de formation conjointes.

123. Au nombre des difficultés rencontrées dans le cadre de ces partenariats figurent : a) le travail bureaucratique inhérent à toute collaboration entre deux organismes différents des Nations Unies; b) la poursuite des projets dans le temps compte tenu des autres priorités de l'OMPI et des organisations partenaires; c) la communication insuffisante quant aux résultats obtenus; d) la nécessité pour le personnel de l'OMPI de se former à la prise de parole en public et à la mobilisation afin de renforcer leur capacité à dispenser l'assistance technique; e) un manque de clarté dans les informations communiquées aux parties prenantes – il convient à cet égard d'améliorer la diffusion des informations entre l'OMPI et les autres parties prenantes; f) le lien entre la propriété intellectuelle et les questions plus générales de développement. Comme l'a indiqué un partenaire, les pays ne disposent pas de suffisamment de données pour les aider à mettre la propriété intellectuelle au service du développement national. Les acteurs extérieurs ont du mal à se faire une idée précise de ce que l'OMPI a à offrir (qu'il s'agisse des États membres ou des organisations de la société civile) compte tenu de la structure complexe de l'Organisation et du manque de précision de certaines informations.

“L'OMPI est une organisation très vaste. Il n'est pas facile de s'y retrouver.”

État membre

5. ENSEIGNEMENTS À RETENIR

124. L'examen de l'assistance technique fournie par l'OMPI sur la période 2017-2022 a permis de dégager plusieurs enseignements susceptibles d'éclairer les interventions futures dans des situations similaires. Ces enseignements s'appuient sur des éléments probants précis qui ont été exposés au cours de l'examen et pourront être mis en pratique pour améliorer la conception, la mise en œuvre et la durabilité de futurs programmes d'assistance technique.

1. *Importance du savoir-faire et de l'appropriation au niveau local*

125. Enseignement : la participation de consultants nationaux et de parties prenantes locales à la conception et à la mise en œuvre des projets est essentielle pour constituer une masse critique de compétences et garantir la durabilité des interventions.

126. Éléments probants : l'examen a permis de mettre en lumière le fait que les consultants nationaux avaient joué un rôle déterminant dans l'adaptation de l'assistance technique de l'OMPI aux réalités locales, ce qui a permis non seulement d'améliorer la pertinence des interventions mais d'ancrer les connaissances et les compétences au niveau local. Cette approche a favorisé un sentiment de maîtrise des projets et a permis aux institutions locales de poursuivre le travail de manière autonome après leur achèvement.

2. *La conception et la planification stratégiques, gages de durabilité*

127. Enseignement : élaborer en tout début de projet des plans de travail et des cadres stratégiques précis peut considérablement améliorer l'incidence à long terme et la durabilité de l'assistance technique de l'OMPI.

128. Éléments probants : l'examen a permis de constater que si de nombreux projets avaient produit les résultats escomptés, leur incidence à long terme suscitait des inquiétudes. Il est apparu que les projets assortis d'une planification stratégique, comme l'élaboration de plans d'action pour la mise en œuvre de solutions, avaient plus de chances d'aboutir à des résultats durables, ce qui laisse penser qu'une approche plus stratégique lors de la phase de conception

peut contribuer à l'obtention de résultats à court terme mais aussi à leur pérennisation dans le temps.

3. Importance d'une collaboration et d'une communication accrues

129. Enseignement : le renforcement de la collaboration entre l'OMPI et les gouvernements nationaux, et entre les divisions régionales, et la mise en place d'une communication constante et transparente sont deux éléments essentiels à la réussite des programmes d'assistance technique.

130. Éléments probants : l'examen a révélé que certains projets auraient pu avoir une incidence plus importante s'il y avait eu une meilleure coordination entre l'OMPI et l'administration locale, et s'il y avait eu un dialogue organique plus important aux niveaux national et régional. En outre, la participation des divisions régionales de l'OMPI à la conception et à la mise en œuvre des projets a été considérée comme un facteur clé dans l'adaptation des projets aux besoins et aux priorités au niveau régional.

4. Renforcement des capacités et mentorat sur mesure

131. Enseignement : la mise en œuvre de programmes de formation et d'initiatives de mentorat sur mesure est très efficace pour renforcer les capacités des institutions locales et assurer la qualité et la continuité des services de propriété intellectuelle.

132. Éléments probants : l'examen a régulièrement permis de mettre en lumière les résultats positifs d'activités de renforcement des capacités adaptés aux besoins particuliers des pays bénéficiaires. De même, les programmes de mentorat se sont révélés particulièrement efficaces pour fournir un soutien continu et des conseils. Ils ont ainsi aidé les institutions locales à intégrer de nouvelles compétences et pratiques.

5. Intégration des données et instruments de l'OMPI dans les stratégies nationales

133. Enseignement : l'utilisation des données et des instruments fournis par l'OMPI devrait être intégrée dans les stratégies nationales de propriété intellectuelle afin d'en renforcer l'incidence sur le plan stratégique et en termes de développement.

134. Éléments probants : les parties prenantes au niveau national ont indiqué que les données produites par l'OMPI constituaient une ressource précieuse qui les avait aidées à entamer une réflexion plus stratégique quant au rapport entre la propriété intellectuelle et leurs objectifs plus généraux en matière de développement. Il est apparu que les projets qui intégraient les données et les instruments fournis par l'OMPI dans les stratégies nationales de propriété intellectuelle avaient plus de chances de déboucher sur des changements importants sur le plan politique et sur des résultats à long terme en matière de développement.

6. Soutien de haut niveau et mobilisation des parties prenantes

135. Enseignement : obtenir un soutien de haut niveau et faire appel à un large éventail de parties prenantes à tous les stades de la formulation et de la mise en œuvre des projets est essentiel pour en assurer la réussite à long terme et rallier l'adhésion du plus grand nombre.

136. Éléments probants : il est ressorti de l'examen que les projets bénéficiant d'un soutien gouvernemental et institutionnel fort et ceux qui, d'emblée, faisaient activement appel aux parties prenantes avaient plus de chances de réussir. Faire connaître les projets et faire participer les parties prenantes tout au long du processus a également permis d'obtenir un soutien plus large et de s'assurer que les projets correspondaient aux priorités nationales.

7. Réalisation indispensable d'évaluations ex post

137. Enseignement : réaliser des évaluations *ex post* est indispensable pour bien cerner l'incidence à long terme des programmes d'assistance technique et procéder à des ajustements éclairés dans le cadre des projets futurs.

138. Éléments probants : l'examen a permis de faire apparaître que des évaluations *ex post* n'étaient pas systématiquement réalisées pour évaluer les résultats à long terme de l'assistance technique fournie par l'OMPI. La réalisation plus systématique d'évaluations *ex post* fournirait des informations précieuses sur la durabilité et l'efficacité des projets, ce qui permettrait à l'OMPI d'affiner ses approches et d'obtenir un impact maximal.

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Pertinence

Conclusions

139. L'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement est très pertinente et s'inscrit en complément des plans nationaux de développement des États membres; elle répond aux besoins et aux demandes des parties prenantes et sa mise en œuvre intègre de plus en plus les questions d'égalité des sexes. Toutefois, les possibilités d'amélioration suivantes ont été recensées :

- a) Certains États membres ont demandé que les rapports sur l'assistance technique et les ressources allouées soient plus approfondis de manière à fournir aux États membres des informations plus détaillées et plus conviviales.
- b) L'OMPI s'efforce de fournir des analyses et des publications sur les utilisations possibles de la propriété intellectuelle au service du développement, à la demande des États membres. Toutefois, il est difficile de déterminer dans quelle mesure ces publications ont été mises à profit par les États membres et d'autres parties prenantes pour contribuer à l'élaboration de politiques. Il convient d'améliorer leur diffusion.
- c) À l'heure actuelle, peu de projets sur le terrain visant à promouvoir l'utilisation de la propriété intellectuelle pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) sont menés par l'OMPI et les États membres.
- d) Actuellement, on dénombre peu d'initiatives d'assistance technique visant à promouvoir la collaboration Sud-Sud. Les États membres souhaiteraient voir ce nombre augmenter.
- e) En tant que coordonnateurs de l'assistance technique, les offices nationaux de propriété intellectuelle doivent veiller à ce que, s'il y a lieu, davantage de parties prenantes au niveau national participent à la mise en œuvre des activités d'assistance technique.

Recommandations

- a) Pour améliorer les rapports sur les résultats de l'assistance technique, il est recommandé à l'OMPI d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de communication pour le Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) et le Plan d'action pour le développement, y compris une stratégie sur les réseaux sociaux.
- b) Pour améliorer la diffusion de ses analyses et publications relatives aux activités d'assistance technique, il est recommandé à l'OMPI d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de communication et de diffusion pour ces supports de connaissances.
- c) Pour que la propriété intellectuelle soit davantage mise au service de la réalisation des ODD sur le terrain, il est recommandé à l'OMPI de favoriser la mise en œuvre de solutions de développement décrites dans le cadre de plusieurs dispositifs qui établissent un lien entre les droits de propriété intellectuelle et les problèmes de développement (par exemple WIPO Green).
- d) Pour renforcer la collaboration Sud-Sud, il est recommandé à l'OMPI d'encourager les initiatives de propriété intellectuelle qui favorisent l'apprentissage entre pairs, le partage d'expériences et les projets communs entre États membres dans les pays en développement.

- e) Pour accroître la participation des parties prenantes nationales à la mise en œuvre de l'assistance technique, il est recommandé d'élaborer des projets d'assistance technique faisant clairement appel à des parties prenantes locales de différents secteurs, s'il y a lieu.

Efficacité

Conclusions générales

140. De l'avis des États membres, l'OMPI a été très efficace dans la prestation d'activités d'assistance technique dans le domaine de la coopération pour le développement, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités, l'infrastructure technique et administrative par le biais du système d'automatisation des offices de propriété intellectuelle (système IPAS), les Centres d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI) et les stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle. Toutefois, certains domaines doivent retenir l'attention de l'OMPI et des États membres :

- a) Il convient de renforcer l'appropriation des activités de renforcement des capacités par les États membres; de promouvoir la collaboration par le biais de projets communs et de l'apprentissage entre pairs; de renforcer le suivi et l'évaluation de projets communs à l'OMPI et à des États membres; de réunir des informations et de mieux faire connaître les exemples de réussite dans l'application des compétences acquises; d'intégrer des solutions plus innovantes, comme les modules de formation multimédias pour améliorer la prestation de services à distance.
- b) Il convient de trouver des ressources supplémentaires pour répondre à la demande croissante des États membres vis-à-vis du système IPAS, de ses nouvelles fonctionnalités et des versions actualisées de la plateforme.
- c) Il convient de renforcer le dialogue organique au niveau national afin, le cas échéant, d'impliquer davantage de parties prenantes sur le terrain, au sein des États membres, dans la conception et la mise en œuvre des projets. Cela permettrait d'améliorer la pérennisation des résultats des projets du Plan d'action pour le développement.
- d) Il convient d'améliorer la mise en œuvre des politiques nationales de propriété intellectuelle par les États membres en relevant des défis tels que le taux élevé de rotation du personnel dans les États membres et les capacités limitées au sein des offices de propriété intellectuelle, les faibles ressources allouées à la propriété intellectuelle et un soutien insuffisant à haut niveau.
- e) En raison de la longueur du processus d'élaboration ou de révision des législations en matière de propriété intellectuelle, il est difficile d'évaluer l'efficacité de l'assistance législative. Par conséquent, les indicateurs de résultats sont uniquement basés sur le nombre de pays bénéficiant des services et sur le niveau de satisfaction à l'égard des services fournis.
- f) Si les plateformes mises en place par l'OMPI dans le cadre de partenariats public-privé sont très utiles pour montrer de quelle manière la propriété intellectuelle et l'innovation peuvent être mises à profit pour répondre à des enjeux sociétaux, il convient de faire davantage connaître les activités de ces plateformes pour inciter davantage d'utilisateurs à y recourir et obtenir un soutien plus important en faveur d'initiatives de mise en relation.

Recommandations

- a) Pour accroître l'efficacité de la prestation d'activités de renforcement des capacités en lien avec l'assistance technique, les recommandations suivantes sont proposées :
- Il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de s'efforcer d'associer un plus grand nombre de parties prenantes nationales à la conception et à la mise en œuvre d'activités conjointes de renforcement des capacités, le cas échéant, afin de renforcer l'appropriation nationale.
 - Il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de promouvoir la collaboration entre pays au moyen de projets communs et de l'apprentissage entre pairs.
 - Il est recommandé de définir des modalités en vue de renforcer le suivi et l'évaluation des projets communs à l'OMPI et à des États membres.
 - Il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de réfléchir à des moyens de réunir davantage d'informations et de faire davantage connaître des exemples de réussite mettant en avant la mise en application concrète des compétences acquises.
 - Il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'envisager d'investir des ressources dans des solutions plus innovantes, par exemple des modules de formation multimédias, pour améliorer la prestation de services à distance.
- b) Pour répondre à la demande sans cesse croissante vis-à-vis du système IPAS en soi mais aussi de nouvelles fonctionnalités et de versions actualisées de la plateforme, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de réfléchir à des modalités permettant de mobiliser davantage de ressources pour investir dans cette infrastructure technique et administrative.
- c) Pour améliorer la pérennisation des résultats des projets du Plan d'action pour le développement, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres de réfléchir, le cas échéant, à des modalités permettant de renforcer la participation d'institutions nationales des États membres à la conception et à la mise en œuvre des projets.
- d) Pour améliorer la mise en œuvre des politiques nationales de propriété intellectuelle par les États membres, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres, avant d'entamer l'élaboration de politiques de propriété intellectuelle, de s'assurer de l'adhésion des hauts fonctionnaires d'État compétents afin d'obtenir leur appui, lequel comprendrait la mobilisation de ressources humaines et de capacités pour mettre en œuvre la politique en question.
- e) Pour améliorer l'efficacité de l'assistance politique et législative, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'envisager de conclure des accords de collaboration à long terme, assortis de jalons, en matière d'assistance politique et législative.
- f) Pour inciter les utilisateurs, y compris le secteur privé, à faire appel aux plateformes de partenariats public-privé, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'élaborer et de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation visant à faire connaître ces plateformes et à appuyer plus avant la mise en œuvre de projets découlant d'initiatives de mise en relation.

Efficiences

Conclusions générales

141. L'OMPI fait preuve d'efficacité dans la fourniture d'une assistance technique conforme à un cadre de gestion axée sur les résultats. Des services de qualité sont offerts aux États membres. Toutefois, certains éléments doivent retenir l'attention de l'OMPI et des États membres :

- a) Sur la base des budgets approuvés, des ressources financières suffisantes ont été mises à disposition aux fins de la mise en œuvre des activités d'assistance technique prévues pour la période 2017-2022. Il convient cependant de remédier à la sous-utilisation des ressources en lien avec les projets de fonds fiduciaires, le cas échéant.
- b) La gestion axée sur les résultats reste pour le CDIP un excellent outil de formulation de projets. Elle accompagne également le processus d'évaluation des besoins, la négociation de protocoles d'accord avec les États membres et la signature d'accords sur le niveau de services. Il convient cependant de faire preuve de souplesse dans la mise en œuvre des documents de projet en fonction des besoins des pays bénéficiaires sélectionnés.
- c) Bien que l'OMPI dispose de capacités techniques suffisantes pour fournir l'assistance technique, il convient de continuer à assurer le suivi des compétences et du savoir-faire de l'Organisation consacrés à l'assistance technique afin de répondre à l'augmentation constante de la demande en services. Le personnel de l'OMPI devra apporter des compétences complémentaires dans les domaines de la gestion de projets et des liens entre la propriété intellectuelle et le développement.
- d) La coordination de la fourniture de l'assistance technique s'est considérablement améliorée au cours de la période 2017-2022 et par la suite, ce dont se félicitent grandement aussi bien le personnel de l'OMPI que les États membres. Dans le prolongement de ces efforts, plusieurs éléments pourraient encore faire l'objet d'améliorations, dont la collaboration entre les différents traités, entre les divisions régionales, entre les projets du Plan d'action pour le développement, entre les divisions régionales et les bureaux extérieurs, entre différents domaines en termes de procédures opérationnelles, entre les initiatives des petites et moyennes entreprises (PME), ou encore entre les différents projets mis en œuvre dans un même pays.
- e) L'OMPI a accompli des progrès considérables dans la mise en place d'un cadre de gestion axée sur les résultats, ce qui a permis d'améliorer la planification stratégique et opérationnelle des activités de développement et de renforcer la capacité d'auto-évaluation. L'évaluation des activités extrabudgétaires est effectuée à la demande des parties concernées et en coopération avec elles. En outre, pour chaque projet, des plans de travail sont préparés conjointement avec les États membres bénéficiaires. Toutefois, certains éléments doivent retenir l'attention de l'OMPI et des États membres : il convient de renforcer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage au sein de l'OMPI et des États membres, d'encourager une communication plus régulière et la communication de rapports sur l'état d'avancement des projets par les États membres, et de faire mieux connaître les initiatives de l'OMPI dans les pays bénéficiaires.
- f) À l'OMPI, comme dans la plupart des organisations, la pandémie de COVID-19 a accéléré l'utilisation de technologies numériques pour la fourniture de l'assistance technique. Au cours de la période d'examen allant de 2017 à 2022, l'Organisation a adopté trois modes de prestation de l'assistance technique, à savoir sous forme

hybride, virtuelle ou physique. Le passage au format virtuel a permis de réaliser des économies. Il s'agit donc d'une méthode plus intelligente et plus rentable. Néanmoins, les différences de fuseaux horaires, le faible niveau de préparation à l'adoption de technologies de l'information et le fait que de nombreux États membres n'aient que rarement accès à une connexion Internet de qualité restent des freins à l'utilisation de moyens virtuels pour dispenser l'assistance technique.

Recommandations

- a) Pour améliorer l'utilisation des ressources disponibles, il est recommandé à l'OMPI d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie permettant d'exécuter efficacement les projets des fonds fiduciaires. Il est également recommandé à l'OMPI et aux États membres d'étudier différentes modalités de cofinancement et de contribution conjointe pour soutenir la prestation de l'assistance technique.
- b) Pour aider le personnel à acquérir les compétences nécessaires pour dispenser une assistance technique efficace dans un monde en mutation rapide, il est recommandé à l'OMPI d'assurer le suivi des compétences et du savoir-faire de l'Organisation consacrés à l'assistance technique afin de répondre à l'augmentation constante de la demande en services. Il est également recommandé à l'OMPI de continuer à faire appel à des consultants au niveau local et de développer cette pratique afin d'améliorer l'efficacité de la fourniture de l'assistance technique.
- c) Pour renforcer les capacités du personnel en matière de gestion de projets et de relations entre la propriété intellectuelle et le développement, il est recommandé à l'OMPI d'élaborer un cours sur la propriété intellectuelle et le développement à l'intention de son personnel et des États membres, avec la participation d'autres institutions des Nations Unies.
- d) Pour renforcer la coordination en faisant fond sur les progrès déjà accomplis, il est recommandé à l'OMPI d'envisager d'élaborer et de mettre en œuvre un plan visant à améliorer la collaboration entre les différents traités, entre les divisions régionales, entre les projets du Plan d'action pour le développement, entre les divisions régionales et les bureaux extérieurs, entre différents domaines en termes de procédures opérationnelles (méthodes de prestation de l'assistance technique), entre les initiatives des PME ou encore entre les différents projets mis en œuvre dans un même pays.
- e) Pour accroître et renforcer les activités en matière de suivi et d'évaluation de l'assistance technique et d'échange de bonnes pratiques, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'étudier et de mettre en œuvre différentes modalités permettant d'accroître le nombre d'employés de l'OMPI chargés du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage, d'encourager une communication plus régulière et la présentation de rapports sur l'état d'avancement des projets, et de faire mieux connaître les initiatives de l'OMPI dans les pays bénéficiaires. Il est également recommandé à l'OMPI et aux États membres de réfléchir à la possibilité de lancer une publication sur les bonnes pratiques dans différents domaines de l'assistance technique et de promouvoir l'organisation d'ateliers de suivi pour diffuser les données d'expérience et favoriser le dialogue (utiliser une méthode reposant sur des études de cas accompagnées d'enseignements tirés de l'expérience).
- f) Pour intégrer les différents modes de prestation de l'assistance technique, il est recommandé à l'OMPI et aux États membres d'élaborer un outil de pré-évaluation pour la conception de l'assistance technique, en tenant compte de l'équipement à prévoir pour les réunions virtuelles, du niveau de préparation à l'adoption de technologies de l'information et des possibilités d'accès à une connexion Internet de qualité.

Durabilité

Conclusions générales

142. L'OMPI a réussi à créer des capacités à long terme dans les États membres, à consolider les offices de propriété intellectuelle au moyen d'infrastructures, d'un renforcement des capacités et de conseils en matière de politique générale, et grâce à l'élaboration de politiques nationales de propriété intellectuelle. Ces activités d'assistance technique ont été maintenues dans les États membres une fois la prestation de cette assistance technique achevée. Toutefois, pour que le soutien de l'OMPI aux États membres soit le plus profitable possible à long terme, plusieurs éléments doivent encore faire l'objet d'améliorations :

- a) Le niveau de mise en œuvre de certaines politiques et stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle par les États membres est faible en raison de ressources insuffisantes, d'une absence de mobilisation des ministères en charge d'autres secteurs et d'un taux élevé de rotation du personnel au sein des États membres.
- b) Actuellement, les activités d'assistance technique sont essentiellement financées par l'OMPI. Des modalités de cofinancement de l'assistance technique pourraient améliorer la pérennisation des résultats des initiatives après leur achèvement.
- c) Si plusieurs projets relevant du cadre du Plan d'action pour le développement ont été intégrés dans les programmes et le budget de l'OMPI, il convient d'encourager les États membres à étudier des moyens d'intégrer certaines des activités d'assistance technique couronnées de succès dans leurs activités courantes.
- d) Si l'OMPI encourage actuellement la rédaction conjointe des projets d'assistance technique avec les États membres afin d'en garantir l'appropriation, il convient d'élargir la démarche pour inclure la dimension de durabilité.

Recommandations

143. Pour accroître la durabilité des activités d'assistance technique offertes par l'OMPI aux États membres, il est recommandé, lors de l'élaboration conjointe de projets par l'OMPI et les États membres, que la dimension de durabilité du projet soit considérée comme une question clé et fasse partie de l'accord de projet, lequel comprendrait les éléments suivants :

- a) Un engagement de la part des États membres concernés à allouer des ressources financières et humaines au projet dans le cadre d'une contribution conjointe.
- b) Un engagement de la part des États membres à intégrer certaines des activités d'assistance technique couronnées de succès dans leurs programmes et budgets annuels.

Incidence

Conclusions générales

144. L'OMPI a été très efficace dans la mise en place d'un train de mesures pour lutter contre la COVID-19 qui a bénéficié à 40 États membres et a constitué un bon exemple de coordination entre différents secteurs de l'OMPI. L'Organisation a été en mesure d'accroître sa portée et son incidence grâce à des partenariats adaptés avec des institutions des Nations Unies, des organisations de la société civile (OSC) et des organisations régionales, ce qui a permis d'apporter une valeur ajoutée dans différents domaines et d'établir un lien entre la propriété intellectuelle et le développement. Le défi consiste à rendre les informations disponibles plus facilement accessibles. Il n'est pas toujours facile de saisir le fonctionnement du site Web de

l'OMPI et de trouver les informations recherchées. En outre, il convient d'affiner la prestation d'activités de formation conjointes.

Recommandations

- a) Il est recommandé à l'OMPI d'examiner le système de partage des informations à l'usage du public entre les différents services de l'OMPI. L'Organisation pourrait établir un menu d'options concernant l'assistance technique à l'intention des États et organiser des séances d'information/d'accueil à l'intention des diplomates.
- b) Pour favoriser le renforcement des capacités en matière de formation des formateurs dans différents domaines de l'OMPI, il est recommandé de mettre au point un cours destiné aux formateurs qui porterait notamment sur la prise de parole en public et les nouvelles méthodes d'enseignement. Il est également recommandé à l'OMPI de sélectionner les formateurs chargés des cours en fonction de leurs compétences techniques et de leur sens de la communication.
- c) Pour entretenir et renforcer les partenariats, il est recommandé à l'OMPI d'intensifier sa coopération sur les questions de propriété intellectuelle avec les institutions des Nations Unies compétentes, en fonction de l'orientation des États membres.

[Fin de l'annexe et du document]